

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/528  
2 avril 1951

FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS



Distr. double

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Septième session  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS  
DE L'HOMME ET MESURES DE MISE EN OEUVRE

VALEUR GENERALE DES DIX-HUIT PREMIERS ARTICLES  
(PREMIERE ET DEUXIEME PARTIES)

Mémoire du Secrétaire général

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>
I. Introduction . . . . .	1 - 5
II. La liste des droits mentionnés dans les dix-huit premiers articles du Pacte (Première et deuxième parties) est-elle suffisante ? . . . . .	6 - 57
A. Considérations générales . . . . .	6 - 9
B. Droits individuels . . . . .	10 - 57
1. Droit à la protection contre la discrimination dans le domaine économique et social . . . . .	10
2. Droit des femmes à l'égalité avec les hommes . . . . .	11 - 15
3. Droits des minorités . . . . .	16 - 19
4. Droit des détenus . . . . .	20 - 21
5. Droit de ne pas être mis deux fois en jugement pour un seul et même délit . . . . .	22
6. Droit à l'inviolabilité de la vie privée . . . . .	23
7. Inviolabilité du domicile . . . . .	24 - 25
8. Secret de la correspondance . . . . .	26

Table des matières  
(suite)

	<u>Paragrapbes</u>
9. Protection de l'honneur et de la réputation des individus . . . . .	27
10. Droit d'asile . . . . .	28 - 31
11. Droit à une nationalité . . . . .	32 - 33
12. Liberté de contracter mariage . . . . .	34
13. Droit de propriété . . . . .	35 - 37
14. Droit de prendre part à la direction des affaires publiques . . . . .	38 - 42
15. Droit d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques . . . . .	43 - 45
16. Droit de vote . . . . .	46 - 49
17. Droit de pétition . . . . .	50
18. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes . . . . .	51 - 57
III. Question de savoir si les articles 1 et 2 relatifs à l'application sur le plan national sont satisfaisants . . . . .	58 - 65
1. Observations générales concernant l'application sur le plan national . . . . .	58 - 62
2. Rapports entre le Pacte et les législations nationales . . . . .	63 - 65
IV. Mesure dans laquelle les dix-huit premiers articles sont propres à garantir la jouissance des droits auxquels ils se réfèrent. . . . .	66 - 223
<u>Préambule</u>	
Modifications de forme . . . . .	66
<u>Article 1er, paragraphe 1</u>	
Adjonction des mots "se trouvant sur leur territoire" . . . . .	67
Rapport avec d'autres articles du Pacte . . . . .	68 - 69
Modifications de forme . . . . .	70
<u>Article 1er, paragraphe 2</u>	
Législations nationales . . . . .	71
Introduction de l'expression "dans un délai raisonnable". . . . .	72
Modifications de forme . . . . .	73
<u>Article 1er, paragraphe 3 (a)</u>	
Violations du Pacte commises par des personnes agissant de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions officielles . . . . .	74

Table des matières  
(suite)

Paragraphes

Article 1er, paragraphe 3 (b)

Nature des autorités compétentes pour statuer sur les recours en violation du Pacte . . . . .	75
Modifications de forme . . . . .	76

Article 1er, paragraphe 3 (c)

Modifications de forme . . . . .	77 - 78
----------------------------------	---------

Article 2

Pouvoirs en cas de dangers exceptionnels - droit de déroger à certains articles . . . . .	79 - 81
--	---------

Article 2, paragraphe 1

Modifications de forme . . . . .	82
----------------------------------	----

Article 2, paragraphe 2

Etendue des dérogations autorisées . . . . .	83 - 84
Modifications de forme . . . . .	85

Article 2, paragraphe 3

Obligation de soumettre au Secrétaire général les motifs des dérogations . . . . .	86
---	----

Article 3, paragraphe 1

Etendue de la garantie du droit à la vie . . . . .	87 - 90
Modifications de forme . . . . .	91

Article 3, paragraphe 2

Limitations au droit à la vie . . . . .	92
---	----

Article 3, paragraphe 3

Peine capitale . . . . .	93
--------------------------	----

Article 3, paragraphe 4

Amnistie, grâce et commutation de la peine de mort . . . . .	94
--	----

Article 4

Insertion d'une disposition relative aux expériences médicales . . . . .	95 - 98
Application de l'article au "traitement" médical . . . . .	99 - 100

Article 5

Portée de l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé	101 - 102
Modifications de forme . . . . .	103

Table des matières  
(suite)

Paragraphes

<u>Article 5, paragraphe 3 (b)</u>	
Modifications de forme . . . . .	104 - 105
<u>Article 5, paragraphe 3 (c) (ii)</u>	
Service national obligatoire . . . . .	106
<u>Article 5, paragraphe 3 (c) (iii)</u>	
Service obligatoire exigé dans les cas de force majeure	107
<u>Article 5, paragraphe 3 (c) (iv)</u>	
Portée de l'expression "obligations civiques normales"	108
<u>Article 6, paragraphe 1</u>	
Sens du mot "arbitraire" . . . . .	109 - 114
<u>Article 6, paragraphe 2</u>	
Restrictions de la liberté individuelle . . . . .	115
<u>Article 6, paragraphe 3</u>	
Modifications de forme . . . . .	116
<u>Article 6, paragraphe 4</u>	
Question de la mise en liberté sous garantie . . . . .	117
Mise en liberté sous garantie sans préjudice de la continuation des poursuites . . . . .	118
Modifications de forme . . . . .	119 - 120
<u>Article 6, paragraphe 5</u>	
Habeas corpus . . . . .	121
Modifications de forme . . . . .	122
<u>Article 6, paragraphe 6</u>	
Droit à réparation en cas d'arrestation illégale . . .	123
Modifications de forme . . . . .	124
<u>Article 7</u>	
Sens du mot "obligation contractuelle" . . . . .	125
<u>Article 8, paragraphe 1</u>	
Etendue du droit de circuler librement . . . . .	126
Limitation de ce droit . . . . .	127 - 133
Concept de la juridiction territoriale . . . . .	134
Modifications de forme . . . . .	135 - 136

Table des matières  
(suite)

Paragraphes

Article 9

Obligation d'informer les étrangers des raisons de leur expulsion . . . . .	137
---	-----

Article 10, paragraphe 1

Etendue des droits concernant les conditions dans lesquelles la justice doit être rendue . . . . .	138 - 139
Modifications de forme . . . . .	140 - 141

Article 10, paragraphe 2

Etendue des garanties individuelles . . . . .	142 - 145
Modifications de forme . . . . .	146 - 155

Article 10, paragraphe 3

Droit à l'indemnisation en cas d'erreur judiciaire . . .	156 - 159
Modifications de forme . . . . .	160

Article 11, paragraphe 1

Référence au droit international . . . . .	161
Modifications de forme . . . . .	162

Article 11, paragraphe 2

Référence aux "principes de droit généralement reconnus"	163 - 164
--	-----------

Article 12

Etendue du droit à la reconnaissance de la personnalité juridique de l'individu . . . . .	165 - 167
---	-----------

Article 13, paragraphe 1

Mention de la liberté de changer de religion . . . . .	168 - 175
Distinction entre "pensée" et "conviction" . . . . .	176
Modifications de forme . . . . .	177 - 178

Article 13, paragraphe 2; Article 14, paragraphe 3;

Article 15 et Article 16, paragraphe 2 - Limitation des droits énoncés dans ces textes . . . . .

Opportunité de restreindre le nombre des limitations . .	179 - 198
Limitations supplémentaires :	
(i) Interdiction d'activités antidémocratiques . . .	182 - 185
(ii) Maintien de relations amicales entre Etats . . .	186
L'expression "ordre public" . . . . .	187 - 197
Enoncé uniforme des restrictions . . . . .	198

Table des matières  
(suite)

Paragrapbes

<u>Article 13, paragraphe 2</u>	
Modifications de forme . . . . .	199
<u>Article 14, paragraphe 1</u>	
Portée du droit à la liberté d'opinion . . . . .	200 - 202
Modifications de forme . . . . .	203
<u>Article 14, paragraphe 2</u>	
Modifications de forme . . . . .	204 - 205
<u>Article 14, paragraphe 3</u>	
Modifications de forme . . . . .	206 - 207
<u>Article 15</u>	
Modifications de forme . . . . .	208
<u>Article 16, paragraphe 1</u>	
Modifications de forme . . . . .	209
<u>Article 16, paragraphe 2</u>	210
<u>Article 16, paragraphe 3</u>	
Référence à la Convention de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical . . . . .	211 - 213
<u>Article 17</u>	
Rapport avec d'autres articles du Pacte . . . . .	214
Critères de non-discrimination . . . . .	215 - 216
Portée du droit à l'égalité devant la loi . . . . .	217 - 221
<u>Article 18</u>	
Rapport avec les mesures de mise en oeuvre . . . . .	222
Modifications de forme . . . . .	223

## I. INTRODUCTION

1. Le but du présent memorandum est de rendre compte en détail des observations des représentants à la cinquième session de l'Assemblée générale et à la onzième session du Conseil économique et social quant à la question de savoir si les dix-huit premiers articles du projet de pacte sont, d'une façon générale, satisfaisants.
2. La deuxième Partie du présent memorandum est consacrée à la question de savoir si la liste des droits mentionnés dans les dix-huit premiers articles est complète.
3. La troisième Partie est consacrée à la question de savoir si les articles 1 et 2 relatifs à l'application sur le plan national sont satisfaisants.
4. La quatrième Partie est consacrée à la question de la mesure dans laquelle les dix-huit articles existants sont, dans leur texte actuel, propres à garantir la jouissance des droits auxquels ils ont trait.
5. Il y a lieu de se reporter aux paragraphes 12 à 16 du document E/CN.4/513 dans lequel le Secrétaire général a présenté une étude générale des décisions prises au sujet du projet de pacte par l'Assemblée générale lors de sa cinquième session et par le Conseil économique et social à ses onzième et douzième sessions.

II. LA LISTE DES DROITS MENTIONNES DANS LES DIX-HUIT PREMIERS ARTICLES  
(Première et deuxième parties du Pacte) EST-ELLE SUFFISANTE ?

A. Considérations générales

6. Dans sa résolution 421 B (V), l'Assemblée générale a déclaré qu'elle considère que la liste des droits énumérés dans les dix-huit premiers articles du projet de Pacte relatif aux droits de l'homme ne contient pas certains des droits les plus élémentaires.

7. L'insertion dans le Pacte des droits mentionnés ci-dessous autres que les droits de caractère économique, social ou culturel a été suggérée par divers représentants au Conseil économique et social lors de sa onzième session et à l'Assemblée générale lors de sa cinquième Session. Ces droits, ainsi que la référence, dans les cas où c'est possible, aux articles correspondants de la Déclaration universelle des droits de l'homme, sont les suivants :

Droits supplémentaires

Articles correspondants de  
la Déclaration universelle

Droit à la protection contre la discrimination dans le domaine économique et social ....	Art. 2, 7 et 23
Droit des femmes à l'égalité avec les hommes..	Art. 2
Droit des minorités .....	---
Droit des détenus .....	Art. 9
Droit de ne pas être mis deux fois en jugement pour un seul et même délit .....	---
Droit à l'inviolabilité de la vie privée ....	Art. 12
Droit à l'inviolabilité du domicile ....	Art. 12
Droit au secret de la correspondance ....	Art. 12
Droit à la protection contre les atteintes à l'honneur et à la réputation .....	Art. 12
Droit d'asile .....	Art. 14
Droit à une nationalité .....	Art. 15
Liberté de contracter mariage .....	Art. 16
Droit de propriété .....	Art. 17
Droit de prendre part à la direction des affaires publiques .....	Art. 21, paragraphe 1
Droit d'accéder dans des conditions d'égalité aux fonctions publiques .....	Art. 21, paragraphe 2
Droit de vote .....	Art. 21, paragraphe 3
Droit de présenter des pétitions aux autorités nationales .....	---
Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ....	---



8. Certains représentants ont estimé que le Pacte devait contenir au moins tous les droits que l'Assemblée générale a proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Telle a été l'opinion du représentant de la Chine au Conseil qui a pensé que le Pacte devrait avoir pour objet de fournir les moyens de mettre en application le plus grand nombre possible des droits inscrits dans cette Déclaration (E/AC.7/SR.149, page 11). Une opinion semblable a été exprimée par le représentant de Cuba à l'Assemblée générale qui a estimé que l'omission dans le Pacte de quelques-uns des droits mentionnés dans la Déclaration universelle semblerait impliquer que ces derniers droits ne sont pas vraiment essentiels. L'opinion publique ne saurait voir qu'une régression dans l'adoption d'un projet de pacte entaché d'un tel vice (A/C.3/SR.291, paragraphe 3).

9. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que le Pacte ne répond pas à l'objectif qu'on cherche à atteindre et qui est la pleine réalisation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, parce qu'on n'y retrouve pas toute une série de droits dont le caractère fondamental a cependant été reconnu en 1948. En outre, le document marque un recul par rapport aux constitutions de nombreux Etats (A/C.3/SR.289, paragraphe 31).

B. Droits individuels

1. Droit à la protection contre la discrimination dans le domaine économique et social

10. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale a déclaré que sa délégation regrettait que le projet de Pacte ne contienne pas d'article général interdisant la discrimination dans le domaine économique et social et que sa délégation appuierait toute motion tendant à insérer dans le texte un article de ce genre (A/C.3/SR.288, paragraphe 29). Cette suggestion ne se rapporte pas au fond des droits économiques et sociaux, le représentant de la Nouvelle-Zélande ayant clairement indiqué que sa délégation était opposée à l'insertion de droits de ce genre dans le Pacte (A/C.3/SR.297, paragraphe 11).

2. Droit des femmes à l'égalité avec les hommes

11. Le représentant de la R.S.S. de Biélorussie à l'Assemblée générale a regretté que le projet de Pacte ne contienne pas de dispositions essentielles qui garantissent l'égalité des droits des hommes et des femmes dans tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle des peuples (A/C.3/SR.291, paragraphe 54 et A/PV.317, paragraphe 138).

12. Le représentant de l'Irak à l'Assemblée générale a présenté deux propositions relatives au droit des femmes à l'égalité avec les hommes. L'une de ces propositions (A/C.3/L.107) revêtait la forme d'un amendement à une proposition présentée par la Grèce et la Nouvelle-Zélande (E/C.3/L.83/Rev.1) et tendait à ce que la Commission des droits de l'homme proclame "explicitement, dans tous ses travaux futurs, l'égalité des droits de l'homme et de la femme conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies" (document A/C.3/L.107). La proposition présentée par la Grèce et la Nouvelle-Zélande n'ayant pas été mise aux voix, l'amendement de l'Irak est tombé (A/C.3/L.107).

13. La deuxième proposition de l'Irak était présentée sous forme d'amendement à une proposition de la Yougoslavie (A/C.3/L.92) et tendait à ce que l'Assemblée décide d'insérer dans le Pacte "une disposition qui reconnaisse explicitement l'égalité de l'homme et de la femme, en ce qui concerne ces droits, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies."

14. L'amendement de l'Irak à la proposition yougoslave ainsi que cette dernière ont été adoptés et constituent maintenant le paragraphe 7 (a) de la résolution 421(V).

15. Les débats de l'Assemblée générale relatifs à cette disposition sont rapportés de façon détaillée au paragraphe 22 du document E/CN.4/513.

### 3. Droits des minorités

16. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que les dix-huit premiers articles du projet de Pacte étaient loin de constituer un exposé complet des droits et libertés fondamentales de l'homme et développant cette affirmation, il a soutenu qu'il fallait que les Etats garantissent à leurs minorités nationales le droit de se servir de leur langue et de construire des écoles, des bibliothèques et autres institutions culturelles qui leur soient propres (A/C.3/SR.289, paragraphe 34). Cette lacune du Pacte a également fait l'objet d'une observation de la part du représentant de la Pologne à la Troisième Commission (A/C.3/SR.290, paragraphe 4) et en séance plénière de l'Assemblée générale (A/PV.317; paragraphe 60).

Le représentant de la Yougoslavie à l'Assemblée générale a également regretté que les dix-huit premiers articles du Pacte ne mentionnent pas certains droits politiques largement reconnus comme le droit des minorités nationales à employer leur langue maternelle (A/C.3/SR.291) paragraphe 21).

17. La délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté une proposition tendant à ce que la Commission veille, lors de l'élaboration du Pacte, à y faire figurer la disposition suivante: " L'Etat a le devoir d'assurer aux minorités nationales le droit d'employer leur langue maternelle, de posséder leurs propres institutions éducatives et culturelles nationales telles que: écoles, bibliothèques, musées". (A/C.3/L.96).

18. Une proposition du représentant de la Yougoslavie tendant à ce que l'Assemblée générale décide d'ajouter à la liste des droits que définira le Pacte, le droit de toute personne appartenant à une minorité de se servir de sa langue nationale et de développer sa culture (A/C.3/L.92) a fait l'objet d'une vive opposition de la part des représentants du Chili et de l'Uruguay. Le représentant du Chili a fait observer qu'une telle clause peut causer de graves préjudices aux pays qui n'ont pas hésité jusqu'ici, pour des raisons humanitaires, à accueillir les réfugiés d'Europe. Il estime que son inclusion dans le projet de Pacte pourrait même inciter ces pays à imposer des restrictions à l'immigration, ce qui serait regrettable de tous les points de vue (A/C.3/SR.305, paragraphe 79). Le représentant de l'Uruguay a fait remarquer que son pays, qui a ouvert et continue d'ouvrir largement ses portes à l'immigration étrangère, ne peut que s'inquiéter d'une telle disposition et des conséquences qu'elle pourrait avoir sur sa culture nationale. (A/C.3/SR.305, paragraphe 78).

19. La décision prise par la Troisième Commission et par l'Assemblée générale en séance plénière sur les résolutions dont ces deux propositions faisaient partie est indiquée dans le document E/CN.4/513, paragraphe 14.

4. Droit des détenus

20. Le Groupe international d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants a suggéré un article additionnel relatif aux droits des détenus. L'article proposé est ainsi conçu:

"Toute personne privée de sa liberté sera traitée avec humanité. Les prévenus ne seront pas soumis au régime des condamnés. Ils devront au moins être détenus dans des quartiers séparés" (E/CN.4/523, paragraphe 8).

21. Le Secrétaire général pense que la Commission voudra peut-être examiner la question de savoir si des textes analogues aux articles 6 et 10 du Pacte qui prévoient des dispositions complètes et détaillées pour la protection des personnes contre la détention arbitraire et qui stipulent un certain nombre de garanties précieuses pour les individus accusés d'actes criminels, ne devraient pas également figurer dans le Pacte, pour la protection des personnes dont la détention purement préventive n'est pas fondée sur une accusation en matière criminelle, situation que le Pacte n'interdit pas en cas de dangers exceptionnels (article 2) ou dans des dispositions d'ordre général compatibles avec les droits reconnus dans le Pacte (article 8) (A/C.3/534, paragraphe 14).

5. Droit de ne pas être mis deux fois en jugement pour un seul et même délit.

22. Le représentant des Philippines a déclaré à l'Assemblée générale qu'il semblait illogique de demander à la Commission d'insérer dans le Pacte des articles relatifs à certains droits politiques sans en avoir terminé préalablement avec les articles relatifs aux droits civils, comprenant notamment l'interdiction de mettre deux fois en jugement une même personne pour un seul et même délit (A/C.3/SR.304, paragraphe 46).

6. Droit à l'inviolabilité de la vie privée.

23. Le représentant de l'Afghanistan à l'Assemblée générale a déclaré que sa délégation approuvait en principe le texte actuel du Pacte, mais qu'elle appuierait l'introduction d'un article consacrant l'inviolabilité de la personne et des biens (A/C.3/SR.291, paragraphe 34). Le représentant des Philippines à l'Assemblée générale a également déclaré qu'on devrait introduire aussi dans le Pacte une disposition concernant l'ingérence illégale dans la vie privée (A/C.3/SR.291, paragraphe 18).

7. Inviolabilité du domicile

24. Au Conseil, le représentant de la Chine a déclaré que le Pacte devant avoir pour objet de fournir les moyens de mettre en application le plus grand nombre possible des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, il regrettait que le Pacte ne porte pas, entre autres, sur l'inviolabilité du domicile, droit consacré par l'article 12 de la Déclaration. Le Pacte devrait, à son avis, être un document sans lacune, en harmonie avec les idéaux élevés exprimés dans la Déclaration (E/AC.7/SR.149, page 10).

25. Le représentant de l'Uruguay à l'Assemblée générale a cité l'inviolabilité du domicile comme exemple des droits qu'il considère comme inhérents à la personne humaine en tant que telle, sans aucun rapport avec la société, droits que chacun doit reconnaître où que ce soit. Il est relativement facile d'aboutir à un accord complet sur ces droits et, pour les protéger, on peut admettre dans une mesure appréciable des interventions sur le plan international. D'après lui, il faudrait en premier lieu rédiger un article ou un protocole qui mette en vigueur la Déclaration universelle des droits de l'homme : cela comprendrait, ipso facto, la garantie internationale de l'inviolabilité du domicile proclamée par l'article 12 de la Déclaration (A/C.3/SR.291, paragraphes 40, 41 et 46).

8. Secret de la correspondance

26. Le représentant de la Chine au Conseil économique et social a exprimé l'avis que le Pacte ne devrait laisser de côté aucun des droits qui sont déjà inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Considérant que le Pacte devrait avoir pour objet de fournir les moyens de mettre en application le plus grand nombre possible des droits inscrits dans cette Déclaration, le représentant de la Chine a déploré que la deuxième partie du projet de Pacte ne comporte pas de dispositions constituant une garantie contre les immixtions arbitraires dans la correspondance, car cette garantie est prévue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (E/AC.7/SR.149, page 11).

Le représentant de l'Uruguay à l'Assemblée générale a mentionné le secret de la correspondance parmi les droits inhérents à la personne humaine en tant que telle, sans aucun rapport avec la société, que d'après lui, chacun doit reconnaître où que ce soit. Il a exprimé l'opinion que, ce droit étant universellement reconnu, il serait relativement facile de lui donner une consécration juridique en le comprenant dans le projet de Pacte (A/C.3/SR.291, paragraphe 40).

9. Protection de l'honneur et de la réputation des individus

27. Le Gouvernement des Philippines a proposé que le Pacte contienne un article relatif à la protection de l'honneur et de la réputation des individus (E/1681, page 27).

10. Droit d'asile

28. Le représentant de la Belgique et le représentant de la Chine au Conseil économique et social ont été d'avis que l'absence dans le projet de Pacte, d'un article analogue à l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, relatif au droit d'asile, constituait en fait une régression (E/AC.7/SR.147, page 9; E/AC.7/SR.148, page 10 et E/AC.7/SR.149, page 11).

29. Le représentant de la Yougoslavie à l'Assemblée générale a regretté que le Pacte ne parle pas du droit, pour ceux qui luttent afin de faire triompher les principes des Nations Unies, de recevoir asile (A/C.3/SR.291, paragraphe 21).

30. Au sujet de la proposition de la Yougoslavie (A/C.3/L.92) tendant à ce que le droit d'asile soit ajouté à la liste des droits figurant déjà dans le Pacte, le représentant de la France à l'Assemblée générale a estimé que c'est un point qui mérite de faire l'objet d'un examen approfondi, mais qu'il faudrait, si l'on veut traiter sérieusement la question, inclure ce droit dans un Pacte des droits politiques proprement dits. (A/C.3/SR.305, paragraphe 27). Le représentant du Guatemala, de son côté, a déclaré n'être pas opposé à l'insertion d'un tel article dans le Pacte, et a ajouté que les délégations des Pays d'Amérique latine ne craignaient certainement pas de voir figurer dans le Pacte le droit d'asile, auquel ils sont profondément attachés depuis longtemps (A/C.3/SR.307, paragraphe 30). Le représentant du Canada à l'Assemblée générale, sans avoir d'objections contre le droit

d'asile, est opposé toutefois à ce qu'il soit compris dans le projet de Pacte (A/C.3/SR.305, paragraphe 75). Au Conseil, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a mis en doute qu'un accord puisse jamais intervenir sur la définition des bénéficiaires du droit d'asile et les circonstances dans lesquelles ce droit pourrait s'exercer. Peut-être, a-t-il ajouté, ceux des représentants qui étaient d'avis d'inscrire ce droit dans le Pacte avaient-ils dans l'esprit le concept médiéval de l'asile sacré. Il a fait remarquer que les Etats-Unis sont depuis longtemps un lieu de refuge sans que soit jamais intervenue une loi particulière sur le droit d'asile (E/AC.7/SR.148, p. 19). A l'Assemblée générale, la représentante des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'opinion qu'il convenait de donner à la Commission du droit international, laquelle était chargée d'étudier la question du droit d'asile (A/C.3/SR.304, paragraphe 27).

31. Dans une lettre en date du 30 octobre 1950, le Directeur général de l'Organisation internationale pour les réfugiés a exprimé le regret que le projet de Pacte ne mentionne pas le droit d'asile, droit qui figure dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et que le Directeur de l'Organisation internationale estime présenter une grande importance pour les réfugiés. Pour le réfugié, le droit d'asile est un corollaire du droit à l'existence. Si les réfugiés ne sont pas admis par le pays d'asile, il ne leur sera pas possible de jouir des droits et des libertés fondamentales de l'homme que stipule le pacte (E 1880, p.8)

#### 11. Droit à une nationalité.

32. Ce droit a été cité, sous la dénomination de droit à la citoyenneté, par le représentant des Philippines à l'Assemblée générale, parmi ceux des droits sociaux qui devraient, à son avis, figurer dans le Pacte. (A/C.3/SR.291, paragraphe 19).

33. Dans une lettre en date du 30 octobre 1950, répondant à une demande d'information que le Secrétaire général lui avait adressée, conformément à la résolution 303 D (XI) du Conseil économique et social, le Directeur général de l'Organisation internationale pour les réfugiés a exprimé son regret de l'absence dans le projet du Pacte relatif aux droits de l'homme, sous sa forme actuelle, d'un article

traitant du droit à une nationalité. Il a fait mention de la résolution du Conseil économique et social se rapportant à la suppression du problème de l'apatridie, résolution qui "demande instamment que la Commission du droit international prépare le plus tôt possible le ou les projets de conventions internationales nécessaires pour supprimer le problème de l'apatridie" (E/1818), ainsi que d'une communication antérieure adressée au Secrétaire général par le Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation internationale pour les réfugiés (E/CN.4/41/Rev.1, paragraphe 2). Le Directeur général a déclaré que les dispositions de l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que les diverses propositions présentées en vue de supprimer le problème de l'apatridie, traduisent l'opinion que la meilleure façon d'assurer à chacun une nationalité est de veiller à ce que nul ne puisse être privé de sa nationalité sans en acquérir une autre. Parmi les réfugiés relevant du mandat de l'Organisation internationale pour les réfugiés, il se trouve, a-t-il dit, des personnes qui sont apatrides en droit, mais il en existe aussi beaucoup d'autres qui ont officiellement conservé une nationalité, mais qui sont apatrides de fait, étant donné qu'elles ne jouissent pas de la protection du pays dont elles sont ressortissantes. Le Directeur général a fait en outre remarquer que, d'après l'expérience acquise par l'Organisation, les mesures destinées à assurer le droit à une nationalité par la suppression du problème de l'apatridie ne se révéleraient pas obligatoirement avantageuses pour l'individu. Tout en aboutissant à une réduction du nombre des personnes apatrides en droit, ces mesures pourraient en même temps avoir pour résultat de faire augmenter le nombre des personnes apatrides de fait et dont la situation, en ce qui concerne la jouissance des droits de l'homme, est souvent plus précaire encore. L'insertion de ces règles, aussi souhaitable qu'elle puisse être, doit être liée à la conclusion d'une convention internationale relative aux droits de l'homme et, - ce qui est à son avis le plus important -, à son application efficace. Dans tous les cas le droit à l'expatriation et le droit à l'émigration devraient être garantis (E/1880, pp. 7 et 8).



## 12. Liberté de contracter mariage.

34. Le représentant de la Chine au Conseil a déploré l'absence, dans le Pacte, d'un article relatif à la liberté de contracter mariage (E/AC.7/SR.149, page 11). A l'Assemblée générale, le représentant des Philippines a approuvé la proposition tendant à faire figurer le droit de se marier parmi les droits énumérés dans la deuxième partie du Pacté (A/C.3/SR.291, paragraphe 19).

## 13. Droit de propriété

35. A l'Assemblée générale, le représentant de l'Afghanistan a déclaré que la délégation afghane approuverait l'introduction dans le Pacte d'un article consacrant le droit de propriété et garantissant l'individu contre les mesures de confiscation (A/C.3/SR.291, paragraphe 34). Le représentant de la Belgique au Conseil a fait observer que les auteurs du projet de Pacte ont omis de prévoir la garantie de certains droits, tels que le droit de propriété (E/AC.7/SR.148, page 10). Le représentant des Philippines a également regretté qu'on ait omis d'inclure dans le projet des dispositions garantissant que nul ne sera privé de ses droits si ce n'est conformément à la procédure prévue par la loi, et que nul ne se verra exproprié sans recevoir une indemnité équitable (A/C.3/SR.291, paragraphe 18 et A/C.3/SR.304, paragraphe 46). Il a fait ressortir qu'il ne sert pas à grand chose de garantir le droit à la vie si l'on ne garantit pas en même temps le droit de jouir des fruits du travail individuel et d'être protégé contre une expropriation illégale (A/C.3/SR.314, paragraphe 7).

36. Au cours des débats qui ont eu lieu à l'Assemblée générale sur la question de savoir s'il convient d'inclure dans le Pacté des articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels, le représentant des Pays-Bas a formulé un certain nombre d'observations au sujet du droit de propriété. L'opinion de la délégation des Pays-Bas était qu'il faudrait s'abstenir de mentionner les droits sociaux, économiques et culturels. Il conviendrait toutefois de faire une exception en faveur du droit de propriété qui, malgré son caractère social et économique, est si étroitement lié à la personne humaine qu'il faut le considérer comme indispensable au développement entier et complet de la personnalité. Le

représentant des Pays-Bas a ensuite cité un article, relatif au droit de propriété, figurant dans le projet de Convention pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales établi par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe. Cet article prévoit que toute personne a droit à la jouissance de ses biens, lesquels ne peuvent faire l'objet de confiscation arbitraire; toutefois, l'Etat garde le droit d'adopter, s'il y a lieu, les lois nécessaires en vue d'assurer l'utilisation des dits biens conformément à l'intérêt général. Sans présenter cette formule comme la meilleure possible, le représentant des Pays-Bas a exprimé l'espoir que la Commission des droits de l'homme voudrait bien en étudier les termes au moment où elle examinerait le droit de propriété (A/C.3/SR.297, paragraphes 27 et 28).

37. L'attention de la Commission est appelée sur le fait que, contrairement au projet présenté par l'Assemblée consultative, le texte définitif de la Convention de Rome ne contient pas d'article relatif au droit de propriété.<sup>1)</sup>

#### 14. Droit de prendre part à la direction des affaires publiques

38. L'omission, dans le projet de Pacte, d'un article garantissant le droit de prendre part à la direction des affaires publiques a fait l'objet de critiques, au Conseil économique et social, de la part du représentant de la Belgique (A/C.7/SR.148, page 10) et à l'Assemblée générale, de la part des représentants de la République socialiste soviétique de Biélorussie (A/C.3/SR.291, paragraphe 54), de la Pologne (A/C.3/SR.290, paragraphe 3), de la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/C.3/SR.291, paragraphe 8), de l'Union des républiques socialistes soviétiques (A/C.3/SR.289, paragraphe 33), et de la Yougoslavie (A/C.3/SR.291, paragraphe 21).

39. Les délégations de la Yougoslavie (A/C.3/L/92, page 1), et de l'Union des républiques socialistes soviétiques (A/C.3/L.96, page 2) ont présenté des projets de résolution prévoyant expressément que le droit de participer à la direction des affaires publiques devait figurer dans le projet de Pacte. La proposition de

---

1) Pour le texte de la Convention de Rome, voir le document E/CN.4/524.

la Yougoslavie porte qu'il y a lieu d'ajouter à la liste des droits que définirait le Pacte, le droit de chacun à participer à la direction de l'Etat. Aux termes de la proposition de l'Union des républiques socialistes soviétiques, le Conseil économique et social devrait inviter la Commission des droits de l'homme à veiller, lors de l'élaboration du Pacte, à ce qu'y figurent des dispositions garantissant à tout citoyen la possibilité de participer à la direction de l'Etat.

40. Au sujet de ces propositions, le représentant de l'Afghanistan a accepté que l'on ajoute au Pacte un article dans le sens indiqué (A/C.3/SR.29I, paragraphe 34). Le représentant de la France a déclaré que le droit de participer aux affaires publiques était l'un des points de la proposition de la Yougoslavie qui méritait de faire l'objet d'un examen approfondi. Toutefois, d'après lui, il faudrait inclure ce droit dans un pacte des droits politiques proprement dits (A/C.3/SR.305, paragraphe 27). Le représentant de la Grèce a été également en faveur de la reconnaissance à chacun du droit de participer au gouvernement de son pays ; et ne s'est pas, par suite, déclaré opposé à l'insertion dans le Pacte des droits énoncés dans la proposition de la Yougoslavie. Il s'est vu toutefois, dans l'obligation de voter contre cette proposition parce qu'il tenait à marquer sa préférence pour une autre proposition (A/C.3/SR.305, paragraphe 73). La représentante de l'Inde a insisté tout spécialement sur le droit de participer à la direction des affaires publiques, les droits civiques et les libertés fondamentales ne pouvant exister que lorsque les peuples peuvent participer au gouvernement de leur pays par des élections périodiques au suffrage universel égal (A/C.3/SR.29I, paragraphe 50).

41. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique au Conseil économique et social a exprimé l'espoir que le Pacte réussirait à établir les droits essentiels de l'homme dont a parlé le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis lors de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Parmi ces droits figure le droit des peuples à participer aux travaux de leur gouvernement (E/AC.7/SR.147, page 16 et 17).

42. La décision prise par l'Assemblée générale sur les propositions des délégations de l'Union des républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie est indiquée au paragraphe 14 du document E/CN.4/513.

15. Droit d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques.

43. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'Assemblée générale a déclaré que les dix-huit premiers articles sont loin de constituer un énoncé complet des droits et libertés fondamentales de l'homme. La délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques estime, a-t-il dit, que le Pacte devrait consacrer l'obligation pour les Etats, de garantir à chaque citoyen, indépendamment de sa race, de sa couleur, de sa nationalité, de sa langue, de son sexe, etc., la possibilité d'accéder à toutes fonctions publiques, dans l'Etat et dans la société (A/C.3/SR.289, paragraphe 33). Cette opinion a été également soutenue par le représentant de la Pologne qui a cité, comme une lacune essentielle du projet du pacte, l'omission du droit des citoyens à participer à la direction de l'Etat. (A/C.3/SR.290, paragraphe 3). Le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine à l'Assemblée générale a fait remarquer qu'aucun des dix-huit articles du projet ne prévoit que les Etats devraient se gouverner selon les principes démocratiques. Il ne suffit pas, selon lui, de proclamer dans l'abstrait l'égalité devant la loi; il faut aussi garantir à chaque citoyen le droit, entre autres de prendre part à l'administration de l'état et la même possibilité qu'à ses concitoyens d'exercer des fonctions publiques (A/C.3/SR/291, paragraphe 12).

44. Au sujet de la proposition de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, tendant à ce que la Commission soit invitée à veiller, lors de l'élaboration du pacte, à ce qu'y figurent des dispositions garantissant à tout citoyen le droit d'accéder dans des conditions d'égalité aux fonctions publiques (pour le texte de cette proposition, voir le document E/CN.4/527), le représentant de la France à l'Assemblée générale a exprimé l'opinion qu'elle serait à étudier si l'on dispose d'un temps suffisant ou qu'elle pourrait, dans le cas contraire, faire l'objet d'un pacte séparé (A/C.3/SR.305, paragraphe 28).

45. La décision prise par la Troisième Commission et par l'Assemblée générale en session plénière au sujet de cette proposition, est rapportée dans le document E/CN.4/513, paragraphe 14.

16. Droit de vote.

46. Le représentant de la Grèce à la Troisième Commission a estimé que le problème qui se posait à l'Assemblée Générale était, avant tout, un problème politique ou, plus exactement, un problème d'organisation politique et d'interprétation des principes du droit et de la liberté. Tant que les droits les plus élémentaires de l'homme, parmi lesquels il a compris le droit à des élections libres avec au moins deux partis entre lesquels choisir, ne constitueront pas la clé de voûte du monument que l'Organisation des Nations Unies veut élever dans le domaine des droits de l'homme, il n'existera aucune certitude que les peuples peuvent vivre dans la liberté, dans le droit et dans la justice (A/C.3/SR.298, paragraphe 26).

47. Comme lacune essentielle du projet de Pacte, le représentant de la Pologne à l'Assemblée Générale a cité l'absence d'un article relatif au droit des citoyens à élire des représentants à tous les organes du pouvoir, au suffrage universel égal et direct et au scrutin secret (A/C.3/SR.290, paragraphe 3). Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'Assemblée Générale a déclaré que le Pacte devrait consacrer l'obligation pour les Etats de garantir à chaque citoyen, indépendamment de sa race, de sa couleur, de sa nationalité, de son origine ou de sa classe sociale, de son statut de propriété, de sa langue, de sa religion, de son sexe, etc. la possibilité de prendre part aux élections sur la base du suffrage universel, égal, libre et secret. Il faut abolir, a-t-il dit, tous les cens électoraux fondés sur la propriété, le degré d'instruction ou autres considérations qui limitent la participation des citoyens à l'élection de leurs organes représentatifs (A/C.3/SR.289, paragraphe 33).

48. La délégation yougoslave à l'Assemblée Générale a proposé que l'Assemblée Générale décide d'ajouter à la liste des droits que définira le Pacte, le droit de vote universel et égal pour tous (A/C.3/L.92). Une proposition semblable a été

faite par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la Troisième Commission et en séance plénière de l'Assemblée Générale (E/AC.3/L.96 et A/1576).

49. La décision prise par l'Assemblée sur les deux résolutions dont ces propositions faisaient partie a été indiquée au paragraphe 14 du document E/CN.4/513.

17. Droit de présenter des pétitions aux autorités nationales.

50. Conformément à la résolution 217 B (III) de l'Assemblée Générale que le Conseil économique et social lui a transmise par sa résolution 191 (VIII), la Commission a étudié, lors de sa dernière session, le droit de pétition que l'Assemblée Générale avait déclaré être un droit essentiel de l'homme. La Commission voudra peut-être se rapporter aux observations du représentant de Cuba qui figurent dans le documents A/PV.224.

18. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

51. Le représentant de l'Afghanistan à l'Assemblée Générale a estimé que l'absence de tout article concernant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, non seulement risquerait d'amoindrir considérablement la portée du Pacte, mais encore, étant donné que le texte contient une clause d'application aux territoires non autonomes, pourrait être interprétée plus tard comme indiquant que la Troisième Commission n'a pas reconnu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme l'un des droits fondamentaux de l'homme (A/C.3/SP.202 paragraphes

53. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que le Pacte devait garantir à chaque peuple et à chaque nation le droit à disposer d'eux-mêmes. Il faut, a-t-il poursuivi, que les Etats responsables de l'administration des territoires non autonomes contribuent à la réalisation de ce droit en s'inspirant des buts et des principes de la Charte (A/C.3/SR.289, paragraphe 34 et A/PV.317, paragraphe 10).

54. L'absence, dans le Pacte, d'un article relatif au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a également été critiquée par le représentant de la RSS de Biélorussie (A/C.3/SR.291, paragraphe 54 et A/PV.317, paragraphe 138) par le représentant de la Pologne (A/C.3/SR.290, paragraphe 4 et A/PV.317, paragraphe 60) et par le représentant de la RSS d'Ukraine (A/C.3/SR.291, paragraphe 8 et A/PV.317, paragraphe 73).

55. Au sujet de la proposition de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.3/L.96) tendant à ce que la Commission ne néglige pas d'insérer dans le Pacte un article reconnaissant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le représentant de la France a estimé qu'une telle question ne rentrait pas dans la compétence de la Commission, mais devait être laissée à l'Assemblée Générale.

56. La décision prise par l'Assemblée Générale à l'égard de la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.3/L.96) est indiquée au paragraphe 14 du document E/CN.4/513).

57. Les délégations de l'Afghanistan et de l'Arabie Saoudite ont présenté une proposition commune à l'Assemblée Générale tendant à ce que la Commission des droits de l'homme étudie les voies et moyens de garantir aux peuples et aux nations le droit de disposer d'eux-mêmes. Cette proposition a été adoptée par l'Assemblée Générale et constitue maintenant la Section D de la résolution 421 (V). Une note détaillée relative à la proposition de l'Afghanistan et de l'Arabie Saoudite et aux débats que l'Assemblée Générale y a consacrés, figure dans le document E/CN.4/516. Conformément à la résolution de l'Assemblée Générale et à la résolution du 23 février 1951 (E/1927) du Conseil économique et social, le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes a été inscrit à l'ordre du jour provisoire de la Commission des droits de l'homme en tant que point 4 (E/CN.4/510/Rev.1).

III. QUESTION DE SAVOIR SI LES ARTICLES 1 ET 2 RELATIFS A L'APPLICATION SUR  
LE PLAN NATIONAL SONT SATISFAISANTS.

1. Observations générales concernant l'application sur le plan national.

58. Un certain nombre de représentants ont souligné l'importance de l'article premier et de l'article 2 du point de vue de l'application du Pacte. Dans la plupart des commentaires consacrés à la question, l'application sur le plan national n'a été envisagée que comme un élément du mécanisme de mise en oeuvre du Pacte, l'autre élément étant les mesures d'application internationales ; toutefois certains représentants ont été d'avis que l'application des dispositions du Pacte relevait exclusivement de la juridiction interne des Etats.

59. L'Assemblée Générale a été d'avis qu'il fallait laisser les Etats parties au Pacte entièrement maîtres de son application par les représentants des pays ci-après : RSS de Biélorussie (A/C.3/SR.314, paragraphe 17 et A/PV.317, paragraphe 43); Tchécoslovaquie (A/PV.317, paragraphes 108-111); Pologne (A/C.3/SR.314, paragraphes 14, 15 et 16) et A/PV.317, paragraphes 64-68) RSS d'Ukraine (A/C.3/SR.291, paragraphe 10; A/C.3/SR.301, paragraphe 43 et A/PV.317, paragraphes 75, 77 et 78; Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.3/SR.300, paragraphes 42, 43, 44 et 45; A/C.3/SR.314, paragraphes 10, 11, 12 et 13 et A/PV.317, paragraphes 21-25). Le document E/CN.4/530 rend compte des observations de ces représentants au paragraphe 10.

60. Le fait que les deux premiers articles du Pacte intéressent le problème de la mise en oeuvre a été reconnu par le représentant du Mexique à l'Assemblée Générale, qui a déploré que l'article premier n'ait pas été de ceux sur lesquels ont porté les débats relatifs aux mesures de mise en oeuvre; en effet, les obligations que les Etats signataires assumeront - en toute bonne foi - en acceptant cet article constituent le point essentiel de la question de la mise en oeuvre dans son ensemble (A/C.3/SR.201, paragraphe 61).



61. D'autre part, l'affirmation que la mise en oeuvre du Pacte relève exclusivement des Hautes Parties Contractantes a été contestée par la représentante des Etats-Unis d'Amérique. A son avis, il ne suffit pas qu'un gouvernement soit disposé à mettre en oeuvre le Pacte sur son territoire conformément à l'article premier, paragraphe 1; il est essentiel et indispensable qu'il y ait également un organisme international chargé de recevoir les plaintes en cas de violation présumée des dispositions du Pacte (A/C.3/SR.314, paragraphe 20).

62. La suite donnée par l'Assemblée générale à la proposition de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques tendant à supprimer les articles 19 à 41 relatifs à la mise en oeuvre des dispositions du Pacte sur le plan international et à ne prévoir pour cette mise en oeuvre que des mesures législatives à l'échelon national est exposée au paragraphe 23 du document E/CN.4/513. Toutefois, si elle a repoussé cette proposition, l'Assemblée a souligné l'importance des mesures de mise en oeuvre à l'échelon national ainsi que le montre le paragraphe 3 du préambule de la résolution 421 (V) qui stipule:

"Considérant comme indispensable que le Pacte comprenne des dispositions qui obligent les Etats à promouvoir l'application des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans le Pacte et à prendre les mesures, notamment d'ordre législatif, qui sont nécessaires pour garantir à chaque individu la possibilité réelle de jouir de ces droits et libertés."

## 2. Rapports entre le Pacte et les législations nationales.

63. Il convient peut-être, à propos du problème de l'application sur le plan national, de dire quelques mots de la question des rapports entre le Pacte et les lois nationales.

64. Le représentant du Canada au Conseil s'est référé à une note du Congrès juif mondial (E/C.2/259/Add.1) qui a fait observer que la position adoptée dans le projet de pacte en ce qui concerne la validité des lois nationales est que les lois nationales sont considérées comme non valables juridiquement dans certains cas, si leurs dispositions sont contraires à la Déclaration universelle, dans certains autres, si leurs dispositions sont contraires aux principes

généraux du droit; dans d'autres cas encore si leurs dispositions ne sont ni raisonnables ni nécessaires à la protection du bien public; dans certains cas enfin, la validité des lois nationales est pleinement reconnue même si elles sont contraires à tous les principes fondamentaux de la Charte ou de la Déclaration. A son avis, si cette quadruple distinction est intentionnelle, elle devrait être clairement exposée dans le texte du projet de pacte (E/AC.7/SR.148, page 14).

65. Le Secrétaire général appelle l'attention de la Commission sur les observations mentionnées ci-dessus (ainsi que sur la communication du Congrès juif mondial) et sur le fait que le projet de Pacte apporte plusieurs solutions qui se contredisent les unes les autres au problème des rapports entre les dispositions du Pacte et celles des législations nationales (articles 3 (3) 6, 8, 9, 11 (1) et (2), 13, 14, 15 et 16). Il appelle également l'attention de la Commission sur la façon dont le problème des rapports entre le droit international conventionnel et le droit interne a été réglé par la Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical de 1948 qui stipule ce qui suit dans son article 8:

- "1. Dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par la présente convention, les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives sont tenus, à l'instar des autres personnes ou collectivités organisées, de respecter la légalité."
- "2. La législation nationale ne devra porter atteinte, ni être appliquée de manière à porter atteinte, aux garanties prévues par la présente convention."

Le Secrétaire général présente également à la Commission la suggestion qu'il avait soumise à l'Assemblée générale d'examiner s'il serait souhaitable d'incorporer dans le projet de Pacte une déclaration aux termes de laquelle l'observation des obligations contenues dans le Pacte "sera une question d'intérêt international" (AC.3/534, paragraphes 9 et 10).

IV. MESURE DANS LAQUELLE LES DIX-HUIT PREMIERS ARTICLES SONT PROPRES  
À GARANTIR LA JOUISSANCE DES DROITS AUXQUELS ILS ONT TRAIT

Préambule

Modifications de forme

66. L'attention de la Commission est appelée sur le fait que, dans le préambule, le verbe "reconnaître" est employé deux fois au troisième alinéa : "reconnaissant que les droits et les libertés reconnus ..." (E/L.68, par 13). Il est suggéré de remplacer le participe présent "reconnaissant" par le mot "réaffirmant".

Article 1er, paragraphe 1.

Adjonction des mots "se trouvant sur leur territoire"

67. Le représentant de la France au Conseil a exprimé l'opinion qu'il était inutile d'ajouter, à l'article 1er, paragraphe 1, les mots "se trouvant sur leur territoire" aux mots "relevant de leur compétence". Cette adjonction risque d'être interprétée comme permettant à un Etat de se soustraire aux devoirs qui lui incombent envers ses ressortissants à l'étranger (E/AC.7/SR.147, page 19).

Rapport avec d'autres articles du Pacte

68. En comparant les articles 1er et 17, le représentant de la Belgique au Conseil a souligné qu'à son avis ces deux articles se recouvrent dans une certaine mesure, surtout lorsque l'on considère le paragraphe 1, de l'article 1er en rapport avec le paragraphe 2 du même article. Alors que le paragraphe 1 pourrait dépasser le cadre de la législation nationale d'un Etat déterminé, le paragraphe 2 apporte immédiatement un correctif en prévoyant que les Etats s'engagent à prendre en temps voulu les mesures d'ordre législatif ou autres pour donner effet aux droits qui ne seraient pas déjà en vigueur. D'autre part, l'article 17 garantissant l'égalité devant la loi semble dépasser le cadre de l'article 1er, paragraphe 1 car cette égalité comprend notamment l'égalité en ce qui concerne les obligations découlant de la loi. Il s'agit ici de l'égalité juridique, restriction non contenue dans l'article 1er. Quant au paragraphe 2 de l'article 1er, il semble indiquer que les droits, pour être garantis, doivent être incorporés dans les lois. De l'avis de la délégation belge, ou bien l'article 1er ne fait que

répéter les dispositions de l'article 17 - et dans ce cas il est superflu - ou bien il ajoute quelque chose à ces dispositions, et alors il faudrait préciser ce qu'il y ajoute. Il est indispensable de faire apparaître clairement la portée exacte de l'article premier qui domine tout le projet de Pacte. (E/AC.7/SR.148 pages 6 et 7).

Le représentant du Canada au Conseil a déclaré que, comme le représentant de la Belgique, il se préoccupait du rapport existant entre le paragraphe 1 de l'article 1er et l'article 17 qui sont tellement semblables dans leur rédaction qu'il est difficile de savoir s'ils ont un sens différent. Pour sa part, il a été d'avis que l'article 1er, paragraphe 1 concerne l'obligation qui est imposée aux Etats de faire respecter les droits définis dans le Pacte, alors que l'article 17 porte non sur le Pacte, mais sur la notion plus large de la protection légale. (E/AC.7/SR.148 pages 14 et 15).

69. Le Secrétaire général appelle l'attention de la Commission sur les observations suivantes qu'il a soumises à l'Assemblée générale. Le Secrétaire général a proposé à l'Assemblée générale d'examiner si certaines des dispositions du Pacte visant à prévenir les actes discriminatoires, et contenues dans les articles 1er, paragraphe 1, et 17, ne devraient pas être renforcées par l'adjonction d'une clause selon laquelle les Etats signataires du Pacte s'engageraient à ne pas recourir à leurs organes judiciaires, exécutifs et administratifs, pour mettre en vigueur ou faire appliquer des mesures discriminatoires (A/C.3/534 paragraphe 12).

#### Modifications de forme

70. Le Secrétariat tient à appeler l'attention de la Commission sur deux questions de forme.

a) Le texte anglais de ce paragraphe s'exprime ainsi: "Each State Party hereto", alors que le français emploie le pluriel "Les Hautes Parties contractantes". Pour épouser la forme anglaise, le texte français devrait comporter "chacun des Etats contractants s'engage à ..." (E/L.68, par. 16).

b) Dans ce même texte, on jugera peut-être bon de remplacer les mots "without discussion of any kind such as race..." par les mots "without discussion of any kind such as to race" (cf. articles 1er (3), 13 (1) (b), 55 (c) et 76 (c) de la Charte des Nations Unies. (E/L.68/par.17).

Article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2.Législations nationales

71. Le représentant du Yémen à l'Assemblée générale estime que cette clause appelle certaines réserves et qu'il faudrait préciser que l'Etat peut adopter les mesures en question pourvu qu'en agissant ainsi il ne heurte pas les convictions religieuses des populations vivant sur son territoire et qu'il n'aille pas à l'encontre des dispositions contenues dans la législation nationale. Pour les pays arabes, par exemple, dont la législation est en grande partie de source religieuse, l'adoption des articles 13 et 17 soulèverait de grandes difficultés. En effet, l'article 17 ne tient pas compte des différences qui existent entre les législations des divers pays, notamment dans le domaine des lois régissant le mariage, le divorce, l'héritage. Ces différentes législations existent non seulement entre pays occidentaux et pays arabes, mais aussi entre pays européens. Après avoir cité plusieurs exemples de différences qui caractérisent les diverses législations nationales, notamment en matière de droit criminel, le représentant du Yémen affirme que dans un Etat donné les lois doivent évoluer naturellement et que les modifications éventuelles doivent émaner de l'Etat lui-même et non d'une source étrangère ou extérieure. Il serait impossible de forcer un Etat à abandonner une législation traditionnelle qu'il applique depuis des siècles et dont on a la preuve qu'elle répond aux aspirations et aux besoins du peuple. (A/C.3/SR. 290, par. 62 et 63).

Introduction de l'expression "dans un délai raisonnable".

72. L'introduction à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, de l'expression "dans un délai raisonnable" a fait l'objet de commentaires divers tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil. Les représentants du Royaume-Uni à l'Assemblée générale et au Conseil ont fait observer que, pour certains Etats, ce délai raisonnable pourrait fort bien atteindre des années; l'effet de cette disposition serait que la date à laquelle le Pacte entrerait en vigueur dans les limites de leur territoire dépendrait du bon vouloir des Etats. Ceci risquerait d'enlever toute valeur pratique à l'adhésion car les Etats pourraient devenir parties au Pacte et, sans violer celui-ci, dénier aux personnes relevant de leur compétence le bénéfice

d'un certain nombre de droits. Cette situation est à la fois anormale et inopportune. Il est admis en droit international qu'en devenant partie à une convention internationale un Etat s'engage du même coup à donner effet dès le moment de son adhésion à l'intégralité de cette convention. Il est exact qu'il a pu y avoir un petit nombre de cas relativement peu importants dans lesquels on n'a pas tenu compte de ce principe, et qu'un paragraphe de ce genre a pu être inséré dans les conventions internationales; mais les droits de l'homme forment une catégorie différente. L'opinion du gouvernement du Royaume-Uni est que le Pacte entre en vigueur dans un Etat dès que cet Etat l'a ratifié. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé que le représentant de son pays à la Commission des droits de l'homme avait proposé qu'une réserve spéciale pût être faite par les Etats au sujet de la ratification, concernant les points particuliers à l'égard desquels il leur serait impossible d'amender avant longtemps leur législation nationale, mais que cette proposition avait été rejetée par la Commission à une forte majorité. (A/C.3/SR.288, par 19, et E/AC.7/SR.148, pages 5 et 6).

Le représentant du Canada au Conseil partage l'inquiétude du représentant du Royaume-Uni et déclare que sa délégation reste fidèle au point de vue qu'elle a adopté lorsque le même problème s'est posé à propos de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, à savoir que les Etats capables de satisfaire aux obligations que comporte l'instrument doivent le signer et que ceux qui ne le sont pas doivent attendre de l'être (E/AC.7/SR.148 page 15). Le représentant des Pays-Bas, traitant de la même question à l'Assemblée générale, a estimé que cette disposition pourrait prêter à des abus et qu'il préférerait un délai précis de un ou deux ans. Toutefois, l'article 38 lui a paru constituer un palliatif à cet égard. Cet article donne le droit à tout Etat partie au Pacte de veiller à ce que les autres Etats parties au Pacte s'acquittent de leurs obligations et s'ils ne le font pas, d'adresser une plainte à l'Etat en question et, si la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux parties, de renvoyer l'affaire au Comité des Droits de l'Homme. A son avis, il existe donc un certain contrôle qui devrait permettre au terme

"délai raisonnable" d'être appliqué d'une "manière également raisonnable" (A/C.3/SR.290 paragraphe 23). Le représentant de la France au Conseil a fait également observer que c'est la haute autorité internationale (Comité des Droits de l'Homme) qui aura la charge de juger si le délai d'application prévu dans cet article pour la mise en oeuvre du pacte est ou non "raisonnable" (E/AC.7/SR.148 page 17). D'autre part, le représentant du Pakistan au Conseil a estimé que le reproche adressé par le représentant du Royaume-Uni à l'expression "délai raisonnable" était d'autant plus surprenant que cette expression revient fréquemment dans la législation du Royaume-Uni. En fait, dans ce pays, toute la doctrine juridique en matière de responsabilité repose sur le soin dont fait normalement preuve un homme raisonnable. De l'avis général, une telle personne n'existe pas mais cette fiction fournit un précieux étalon de mesure et ne saurait être écartée comme dénuée de signification juridique (E/AC.7/SR.148 page II).

#### Modifications de forme

73. Le Secrétariat tient à appeler l'attention de la Commission sur le libellé actuel du texte français de ce paragraphe qui ne coïncide pas avec l'anglais et dont la forme pourrait en outre être améliorée. Il propose de rédiger le texte français comme suit :

"Les hautes Parties Contractantes s'engagent /chacun des Etats contractants s'engage/ au cas où les mesures d'ordre législatif ou autre propres à donner effet aux droits reconnus dans le présent Pacte, ne seraient pas prévues dans les dispositions déjà en vigueur, à prendre de telles mesures dans un délai raisonnable, en accord avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Pacte.

(E/L.68 paragraphe 18)

#### Article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3 (a)

Violations du pacte commises par des personnes agissant de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

74. Le représentant de l'Inde au Conseil rappelant que le Pacte a pour objet de fondre en un seul document, des systèmes différents de droit criminel et de droit civil, a estimé que c'est là une entreprise d'autant plus ardue que les différences de législation reflètent souvent des différences

de structure économique et sociale. Ce qui serait parfaitement juste dans un pays peut être absolument impraticable dans un autre. Se référant tout spécialement aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3 (a), il a fait observer que dans un pays de l'étendue de l'Inde où il n'existe que des forces de polices insignifiantes par rapport au chiffre total de la population, la stricte application d'une telle clause, dans des cas où des fonctionnaires ont agi de bonne foi, entraverait fortement le cours de la justice et l'administration en général (E/AC.7/SR.149, page 6).

Article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3 (b)

Nature des autorités compétentes pour statuer sur les recours en violation du Pacte.

75. Le représentant du Canada au Conseil a estimé inopportun de mentionner dans le texte les autorités politiques ou administratives (E/AC.7/SR.148, page 15). Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale a été d'avis qu'il conviendrait de préciser au paragraphe 3 (b) qu'il faut garantir l'indépendance des autorités qui décideront s'il y a lieu d'accorder le recours. A son avis, le texte actuel, moins restreint peut-être que celui de l'article primitif (cinquième session) est beaucoup plus faible en ce sens qu'il autorise l'intervention arbitraire d'autorités politiques ou administratives lorsqu'une demande de recours en justice est présentée. Quelle que soit la nature du tribunal, l'essentiel est de garantir son indépendance (A/C.3/SR.290, paragraphe 36).

Modifications de forme

76. Le Secrétariat appelle l'attention sur les questions de forme suivantes :

(a) On pourrait changer la première ligne du texte français de manière qu'il se lise ainsi :

"Chacun des Etats contractants s'engage..." (Voir paragraphe 73 ci-dessus pour une suggestion semblable).



(b) Le texte français ne suit pas le texte anglais et pourrait être remanié de la façon suivante:

"(b) A garantir à toute personne exerçant un tel recours la détermination de ses droits par les autorités compétentes, politiques, administratives, ou judiciaires." (E/L.68, paragraphe 21)

#### Article 1, paragraphe 3 (c)

##### Modifications de forme

77. Le Secrétariat suggère que l'on examine s'il ne serait peut-être pas utile de supprimer le mot "the" dans le texte anglais attendu que dans le cas contraire cet alinéa pourrait être interprété comme exigeant que les autorités compétentes qui ont dans chaque cas d'espèce la charge d'assurer l'exécution d'un recours, soient celles-là mêmes qui, en vertu de l'alinéa (b), ont établi le bien-fondé d'un tel recours (E/L.68, paragraphe 22).

78. Le Secrétariat suggère également de remanier ainsi le texte français qui ne suit pas le texte anglais:

"(c) A garantir l'exécution par les autorités compétentes de toute décision reconnaissant le bien-fondé d'un tel recours".  
(E/L.68, paragraphe 21)

#### Article 2

##### Pouvoirs en cas de dangers exceptionnels - droit de déroger à certains articles

79. Le représentant de la Belgique au Conseil a mentionné le fait que l'article 2 prévoit la possibilité de déroger, en cas de dangers exceptionnels ou de calamités publiques, aux obligations résultant du Pacte. Toutefois, dans son deuxième paragraphe, cet article énumère un certain nombre de dispositions auxquelles, même dans ce cas, aucune dérogation ne sera possible. La portée de ces dispositions est extrêmement large. Or il est beaucoup d'actes auxquels, en temps de guerre, l'Etat est contraint de recourir s'il veut survivre, atteintes à la vie par la répression en cas d'émeutes organisées par une cinquième colonne, atteintes à la liberté individuelle par l'arrestation plus ou moins arbitraire de sujets ennemis, atteinte à la liberté d'opinion et d'expression pour empêcher une propagande favorable aux desseins de l'ennemi, etc.. Il a estimé qu'on pourrait

inversement énumérer les cas de dérogation ou de suspension de la Convention. Mais cette énumération contiendrait forcément un élément arbitraire, tant en elle-même que par suite des différentes interprétations auxquelles elle pourrait donner lieu. De plus, elle s'avérerait pratiquement impossible étant donné les différences qui existent dans l'évolution juridique et politique des divers Etats. De l'avis de la délégation belge, le principe posé à l'article 2 ne devrait donc comporter aucune exception, des exceptions de ce genre ne pouvant avoir pour effet que de paralyser dans des circonstances exceptionnelles les gouvernements honnêtes tandis que les autres "feraient litière de leurs obligations". Puisque la protection des droits de l'homme sera particulièrement nécessaire en cas de troubles, il importe de prévoir des garanties supplémentaires en définissant une procédure précise pour les dérogations. A cet égard, le paragraphe 3 de l'article 2 n'est pas satisfaisant. Une dérogation à la Convention est en fait, un cas de non-application et relève par conséquent de la mise en oeuvre. Il faudrait donc que le Comité des droits de l'homme ou toute autre instance suprême qui sera prévue, se saisisse de chaque cas en particulier et l'examine, autant que possible, suivant une procédure d'urgence. Le représentant de la Belgique a estimé que l'Etat devrait préciser devant cette instance toutes les circonstances qui l'ont amené à suspendre la garantie de tel ou tel droit; l'instance suprême jugerait de la légitimité de la dérogation ou de la suspension (E/AC.7/SR.148, pages 7 à 8 et E/AC.7/SR.150, page 8).

80. Le représentant du Mexique au Conseil a exprimé l'opinion qu'à l'article 2 il ne devrait pas être question de dérogation mais de suspension des garanties stipulées. Il ajoute que cette possibilité de dérogation devrait être nuancée; mais s'il est possible d'admettre qu'un Etat puisse, en cas de dangers ou de calamités exceptionnels refuser certaines garanties à des individus en raison de leurs opinions politiques ou autres, il est inadmissible qu'il puisse le faire pour des raisons de race, de sexe, de couleur ou de religion. Il conviendrait donc d'établir une différence entre les divers motifs de discrimination (E/AC.7/SR.149, page 9).

81. Le Secrétaire général tient à soumettre à la Commission l'observation qu'il a formulée à l'égard de cet article devant l'Assemblée générale. Il a été suggéré

que l'Assemblée générale voudrait peut-être examiner si une partie des dispositions anti-discriminatoires du Pacte que contiennent à l'heure actuelle l'article 1er, paragraphe 1, et l'article 17 ne devrait pas figurer parmi les dispositions du Pacte auxquelles aucune dérogation ne peut être apportée en vertu de l'article 2 (Article 2, paragraphe 2, du projet de Pacte). On a fait observer que l'on avait émis l'opinion que si en cas de danger exceptionnel ou de calamité publique il pouvait être nécessaire de faire des distinctions quant à la nationalité ou aux opinions politiques ou autres, une telle situation ne justifierait pas une distinction quant à la race, à la couleur, au sexe ou à la religion (A/C.3/354, paragraphe 8).

#### Article 2, paragraphe 1

##### Modifications de forme

82. Le Secrétariat appelle l'attention de la Commission sur le fait que le texte français de ce paragraphe, dans sa rédaction actuelle ne suit pas le texte anglais et n'est pas aussi clair que celui-ci. Ce paragraphe pourrait être remanié comme suit:

"En cas de danger exceptionnel officiellement proclamé par les autorités [compétentes] ou en cas de calamité publique, l'Etat peut prendre dans la stricte mesure où la situation l'exige, des mesures dérogeant à ses obligations découlant du premier paragraphe de l'article 1 et de la deuxième partie du présent Pacte." (E/L.68, paragraphe 25).

On jugera peut-être utile aussi de remplacer dans ce paragraphe "l'Etat" et "State" respectivement par "tout Etat partie au Pacte" et "A State Party" (E/L.68, paragraphe 26).

#### Article 2, paragraphe 2

##### Etendue des dérogations autorisées

83. Le représentant de l'Inde au Conseil a fait observer que l'article 2 n'autorise aucune dérogation aux dispositions de l'article 3 et a demandé ce que devront faire les autorités de l'Inde ou d'autres autorités dans des circonstances où elles ne pourront que proclamer la loi martiale et faire tout ce qui est en leur pouvoir "pour arrêter des émeutes sanglantes" (E/AC.7/SR.149, page 7).

84. Le représentant de la Tchécoslovaquie à l'Assemblée générale a appelé l'attention de celle-ci sur une disposition de l'article 2, paragraphe 2 qui vise une "dérogation qui, par ailleurs, serait incompatible avec le droit international". L'expression est vague et peu satisfaisante, nulle part, en effet, le Pacte ne précise le caractère des normes du Droit international. Etant donné les différences de conception qui existent, par exemple en matière de propriété, entre les Etats socialistes et les Etats capitalistes il conviendrait de préciser en l'occurrence ce qu'on entend par Droit international (A/C.3/SR.290, paragraphe 14).

#### Modifications de forme

85. Le lecteur trouvera aux paragraphes 80 et 81 ci-dessus d'autres observations relatives à ce paragraphe qui ont été présentées par le représentant du Mexique au Conseil économique et social et par le Secrétaire général. En ce qui concerne la rédaction, le Secrétariat fait observer que le texte anglais de ce paragraphe emploie à deux reprises l'expression "this provision", alors que le texte français porte "la disposition précédente". On jugera peut-être bon de modifier une de ces deux expressions de façon à les harmoniser en adoptant par exemple dans le texte anglais l'expression "under the foregoing provision" dans la première phrase et l'expression "under that provision" dans la deuxième (E/L.68, paragraphe 29).

#### Article 2, paragraphe 3

##### Obligation de soumettre au Secrétaire général les motifs des dérogations

86. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale a fait observer que l'article 2 ne contient plus de disposition demandant aux Etats qui usent du droit de dérogation de tenir le Secrétaire général des Nations Unies au courant des mesures qu'ils ont prises dans ce sens et des motifs qui les ont inspirées. Il a considéré qu'il y aurait lieu de rétablir ce texte car il semble que les Parties Contractantes doivent donner les raisons qui les ont poussées à adopter des mesures aussi graves (A/C.3/SR.290, paragraphe 38 <sup>1/</sup>

---

1/ La disposition en question est ainsi conçue :

"Les Hautes Parties contractantes qui usent du droit de dérogation doivent tenir le Secrétaire général des Nations Unies pleinement informé des mesures qu'elles ont prises en ce sens et des motifs qui les ont inspirées. Elles doivent également informer le Secrétaire général de la date à laquelle, ces mesures cessant d'être en vigueur, les dispositions de la deuxième partie du Pacte reçoivent pleine application " (E/1371).

Article 3, paragraphe 1

Etendue de la garantie du droit à la vie

87. L'objection que le représentant de la France au Conseil a élevée contre l'insertion dans l'article 3 d'une première phrase était qu'elle introduisait une notion peu juridique avant le deuxième paragraphe qui - a-t-il déclaré - était parfaitement suffisant (E/AC.7/SR.147, page 19).

88. Le premier paragraphe de l'article 3, qui porte que "Tout individu a droit à la vie", compte parmi les dispositions du projet de Pacte qui, de l'avis du représentant du Royaume-Uni à l'Assemblée générale, définissent les droits en termes excessivement vagues (E/C.3/SR.288, paragraphe 14).

89. Le représentant du Liban à l'Assemblée générale a estimé qu'il serait dangereux, pour inclure dans le Pacte certains droits ou pour les en exclure, de se fonder sur le fait que ce sont ou que ce ne sont pas des droits fondamentaux. Ils peuvent l'être pour certains et non pour d'autres, ne pas l'être aujourd'hui et l'être demain. A son avis, il ne fallait comprendre dans le Pacte que des droits que les Nations Unies se croient dès aujourd'hui en mesure de respecter. C'est ainsi que chacun est d'avis que le droit à la vie est fondamental et que nul n'a le droit d'attenter à la vie d'autrui. Mais, quand un individu meurt de faim, la société ne dit plus qu'il a été lésé dans un droit fondamental. La question se prête donc à des distinctions subtiles, voire dangereuses à son sens (A/C.3/SR.289, paragraphe 13).

90. A l'Assemblée générale, le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/C.3/SR.298, paragraphe 51) et le représentant de l'Union des républiques socialistes soviétiques (A/C.3/SR.297, paragraphe 54) ont souligné l'insuffisance de l'article 3, tel qu'il figure dans le projet de Pacte. Ils ont soutenu que la simple affirmation du droit à la vie était insuffisante et, même, qu'elle n'avait pas de sens si elle n'était pas accompagnée d'une garantie du droit de subsistance, du droit au travail et du droit de recevoir un salaire, et du droit à la sécurité sociale, aux loisirs et à la culture (A/C.3/SR.289, paragraphe 32).

Modifications de forme

91. Le Secrétariat désire appeler l'attention sur les divergences de forme qui existent entre les textes anglais et français du paragraphe 1. Le texte anglais du paragraphe prévoit que "Everyone's right to life shall be protected by law", alors que le texte français porte que "Tout individu a droit à la vie" et poursuit en disposant que "ce droit sera protégé par la loi". Si le texte français doit être modifié de manière à le faire mieux concorder avec le texte anglais, on pourrait par exemple le rédiger de la façon suivante: "Le droit de chacun à la vie sera protégé par la loi" (E/L.68, paragraphe 31).

Article 3, paragraphe 2

Limitations au droit à la vie

92. De l'avis du représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale, les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 ne définissent pas suffisamment les cas où la peine de mort peut être infligée. Il a spécialement critiqué l'expression "légitime défense". Telle qu'elle se présente - a-t-il soutenu - on semble n'envisager par là que les cas de légitime défense individuelle. Il préférerait que l'on mentionne clairement la légitime défense collective en cas de guerre (A/C.3/SR.290, paragraphe 39). Le représentant de l'Uruguay à l'Assemblée générale a également critiqué la rédaction défectueuse de l'article 3. Il a déclaré que le paragraphe 2 de l'article 3 devait mentionner, parmi les limitations à l'interdiction de porter atteinte à la vie d'autrui, celles qu'impose la nécessité et l'obéissance à une autorité supérieure et d'autres exceptions qui figurent - a-t-il fait observer - dans presque tous les codes pénaux. D'autre part, il a soutenu que la rédaction défectueuse de l'article 3 provenait du fait que l'on avait essayé d'utiliser une méthode qui convient plutôt à une législation nationale (A/C.3/SR.291, paragraphe 37).

Article 3, paragraphe 3

Peine capitale

93. Le paragraphe 3 de l'article 3 prévoit le maintien de la peine capitale, mais déclare que cette peine ne pourra être appliquée que pour punir les crimes les plus graves. Le représentant du Brésil à l'Assemblée générale a suggéré

d'ajouter à l'article 3 un nouveau paragraphe en vue de supprimer la peine de mort pour crime politique, sauf lorsque la défense nationale l'exige (A/C.3/SR.289, paragraphe 25).

#### Article 3, paragraphe 4

##### Amnistie, grâce et commutation de la peine de mort

94. Dans les observations qu'il a présentées à l'égard du paragraphe 4, le représentant de l'Ethiopie à l'Assemblée générale a reproché à la rédaction de l'article 3 d'être trop vague. Il a estimé que l'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort ne devaient pas être accordées "dans tous les cas" comme le prévoit le projet de Pacte, mais seulement "dans la mesure du possible" (A/C.3/SR.291, paragraphe 66).

#### Article 4

##### Insertion d'une disposition relative aux expériences médicales

95. En réponse à une question posée par le représentant de la Belgique au Conseil, au sujet de l'attitude de l'Organisation mondiale de la santé à l'égard du paragraphe 4, le représentant du Secrétaire général a déclaré que le projet de Pacte élaboré en 1949, qui portait une disposition selon laquelle nul ne pouvait être soumis contre son gré à aucune forme de mutilation ni à aucune forme d'expérience médicale ou scientifique, avait été soumis à l'Organisation mondiale de la santé qui a conseillé à la Commission de renoncer à cet article étant donné que le droit en question serait suffisamment sauvegardé par un article rédigé dans les mêmes termes que l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (E/AC.7/SR.148, page 12). Au cours d'une intervention au Conseil, le représentant de l'Inde a approuvé cette opinion et a estimé que l'adoption de la deuxième phrase qui est pléonastique pourrait même gêner l'Organisation mondiale de la santé dans ses travaux (E/AC.7/SR.149, page 7).

96. La crainte de l'Organisation mondiale de la santé que l'adoption de dispositions de cette nature n'entraîne des complications et n'entrave le vrai progrès médical a été exprimée à nouveau par le représentant du Yémen à l'Assemblée générale qui a ajouté que, sous sa forme actuelle, l'article 4 condamnait implicitement certaines méthodes scientifiques modernes appliquées pour déceler le crime (A/C.3/SR.290, paragraphe 64).

97. Le représentant de la Belgique au Conseil a estimé que la rédaction actuelle de l'article 4 n'était pas du tout satisfaisante et nécessitait un remaniement. Il a déclaré ne pas savoir quel sens donner au terme "expérience médicale ou scientifique" et a été d'avis qu'une interprétation large de cette formule pourrait ouvrir la voie à certaines pratiques telles que l'euthanasie qui heurtent la conscience de la grande majorité des peuples. Il a demandé si l'homme pouvait dans toutes les circonstances se soumettre de plein gré à des expériences médicales ou scientifiques qui comporteraient un risque pour sa personne. Il convient de remarquer, a-t-il ajouté, que même pour une intervention chirurgicale, qu'elle soit nécessaire ou souhaitable, le consentement du malade est normalement requis tandis qu'une personne peut bien être soumise contre son gré à certaines mesures destinées à sauvegarder la santé publique. Pour ces raisons, l'article en question devrait garantir en particulier le droit à l'intégrité physique (E/AC.7/SR.148, page 8).

98. Si l'on désire maintenir la mention des expériences médicales ou scientifiques, le Secrétariat désire appeler l'attention de la Commission sur les considérants intéressants que contiennent les décisions des Tribunaux militaires et nationaux rendues dans plusieurs procès de criminels de guerre au sujet de l'étendue qu'il est permis de donner à ces expériences. En particulier, la Commission voudra peut-être tenir compte de la jurisprudence constituée sur ce point par les décisions de la Cour suprême de Pologne et du Tribunal militaire des Etats-Unis à Nuremberg qui ont été rendues au cours des procès des personnes accusées d'actes criminels comportant des expériences médicales et scientifiques illicites (A/C.3/534, paragraphe 13).

#### Application de l'article 4 au "traitement" médical

99. Lors de sa deuxième session, tenue à Lake Success en décembre 1950, le Groupe international d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants a étudié les dispositions du projet de Pacte international relatif aux droits de l'homme qui se rapportent à la détention des adultes avant le prononcé du jugement et a suggéré d'apporter certaines modifications à l'article 4. Le texte que le Groupe international d'experts recommande pour cet article est ainsi conçu :



"Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne contre son gré à un traitement ou à une expérience médicale ou scientifique lorsque ce traitement ou cette expérience n'est pas exigée par son état de santé physique ou mentale".

Le Groupe a estimé que l'introduction du mot "traitement" avant le mot "expérience" aurait l'avantage d'accentuer l'interdiction, au cours de procès criminels, de certains procédés d'investigation comme la narco-analyse qu'il considérerait comme contraires à la dignité de la personne humaine<sup>1)</sup> (E/CN.4/523, paragraphe 5).

100. Enfin, le Groupe a estimé qu'une recommandation devrait être faite à l'occasion de la signature du Pacte pour demander aux pays signataires la création d'un délit spécial nouveau consistant dans l'emploi de la torture pour obtenir des aveux ou des déclarations écrites ou orales d'un prévenu. Il faudrait recommander aux divers Etats de faire de ce procédé un délit spécial frappé d'une peine sévère<sup>2)</sup>. Ce nouveau délit spécial constituerait d'ailleurs un développement de principe affirmé dans l'article 4 du projet de Pacte relatif aux droits de l'homme; il est à noter que sa portée, tout comme celle de ce texte, dépasserait le domaine de la détention préventive puisque son but serait de protéger tous les prévenus, qu'ils soient détenus ou en liberté (E/CN.4/523, paragraphe 9).

#### Article 5

##### Portée de l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé.

101. Le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie à l'Assemblée générale a estimé que l'article 5 avait été soigneusement rédigé mais qu'en réalité tout son effet se trouve annulé du fait que le projet de Pacte ne proclame pas solennellement certains droits complémentaires tels que le droit au travail et le droit à un salaire suffisant pour assurer un niveau de vie convenable. A son avis, les personnes dont la subsistance dépend de leur capacité de travail pourrait être contraintes en l'absence de telles dispositions complémentaires, de se mettre en servitude (A/C.3/SR.291, paragraphe 53).

1) Paragraphe 30 du Rapport (E/CN.5/231).

2) Paragraphe 35 du Rapport (E/CN.5/231).

102. Le représentant du Royaume-Uni au Conseil est d'avis que l'article 5 fournit un bon exemple des résultats satisfaisants que l'on peut obtenir en abordant la rédaction du Pacte dans un esprit d'objectivité et d'analyse. Il a approuvé la définition précise de la notion de travail obligatoire ainsi que la définition non moins précise des cas auxquels les termes employés dans l'article ne s'appliquent pas (E/AC.7/SR.148, page 6).

Modifications de forme

103. Le Secrétaire général appelle l'attention de la Commission sur le fait que l'article 5 est le seul des articles du Pacte qui soit subdivisé, de façon assez compliquée, en alinéas et en sous-alinéas. On pourrait éviter cet inconvénient en faisant du paragraphe 3 un article distinct où les alinéas actuels (a), (b) et (c) deviendraient les paragraphes (1), (2) et (3). Si cette modification était effectuée, il serait peut-être préférable de faire débiter le deuxième paragraphe (actuellement l'alinéa (b) ) par la phrase: "Rien dans cet article ne s'oppose..." (E/L.68, paragraphe 44).

Article 5, paragraphe 3 (b)

Modifications de forme

104. Etant donné que le terme "travail forcé" est une expression qui figure dans la législation d'un grand nombre de pays, il semble qu'il n'y ait pas de raison suffisante pour conserver les guillemets entre lesquels figure actuellement ce terme au paragraphe 3, alinéas (b) et (c) (i) de l'article 5 (E/L.68, paragraphe 43).

105. Le Secrétaire général propose de remanier la rédaction du paragraphe 3 (b) de cet article de manière à préciser que ce qu'on a en vue, c'est que, seules les personnes qui ont été condamnées à une peine de prison avec travail forcé dans les pays où cette peine peut être prononcée peuvent être tenues d'accomplir ce travail. Il semble que la rédaction du paragraphe pourrait être modifiée comme suit:

"L'alinéa précédent ne saurait être interprété comme interdisant, dans les pays où un tribunal peut légalement prononcer contre toute personne coupable d'un crime une peine d'emprisonnement avec travail forcé, que cette peine soit imposée par une autorité légitime à la suite du jugement d'un tribunal compétent".

Article 5, paragraphe 3 (c) (ii)Service national obligatoire

106. Le paragraphe 3 de cet article définit le terme "travail forcé ou obligatoire" comme ne s'appliquant pas à tout service de caractère militaire ou, dans le cas d'objecteurs de conscience, à un service requis en vertu de lois qui instituent un service national obligatoire. Le représentant du Brésil à l'Assemblée générale a fait remarquer que cette disposition ne faisait pas mention du service civil obligatoire auquel les femmes peuvent être soumises dans l'intérêt de la Défense nationale (A/C.3/SR.289, paragraphe 26). Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale a estimé que cette formule de sens restrictif prive les objecteurs de conscience de la protection du Pacte (A/C.3/SR.290, paragraphe 40).

Article 5, paragraphe 3 (c) (iii)Service obligatoire exigé dans les cas de force majeure

107. Le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie à l'Assemblée générale a estimé que tout l'effet de l'article 5 risquait d'être annulé du fait des dispositions du sous-alinéa (iii) du paragraphe 3 (c), aux termes duquel le "travail forcé ou obligatoire" ne s'applique pas

"à tout service exigé dans les cas de force majeure ou de sinistres qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté". (A/C.3/SR.291, paragraphe 53).

Article 5, paragraphe 3 (c) (iv)Portée de l'expression "obligations civiques normales"

108. Le représentant du Pakistan au Conseil a déclaré que l'on pouvait faire à certaines parties de l'article 5, dont le représentant du Royaume-Uni a trouvé la rédaction satisfaisante (voir plus haut paragraphe 102), les mêmes reproches qu'il a faits à d'autres articles. Les mots "faisant partie des obligations civiques normales" qui figurent au paragraphe 3 (c) (iv) constituent un exemple de l'imprécision qu'il a critiquée ailleurs, car on ne voit pas comment "les obligations civiques normales" pourraient être définies internationalement.

Le représentant du Pakistan a indiqué que s'il citait l'expression en question, ce n'était pas parce qu'il désirait la voir définir expressément dans le Pacte, mais parce qu'il espérait démontrer ainsi l'impossibilité de définir le sens de chaque terme et la nécessité de laisser aux générations futures le soin de préciser l'application des divers articles (E/AC.7/SR.148, page 11).

Article 6, paragraphe 1

Sens du mot "arbitraire"

109. Le représentant du Royaume-Uni à l'Assemblée générale a été d'avis que, dans sa forme actuelle, l'article 6 n'était pas rédigé de façon satisfaisante. Renouvelant les objections élevées contre les mots "arrestation ou détention arbitraire" par le représentant du Royaume-Uni à la Commission, dans ses observations relatives au projet de Pacte (E/L.68, paragraphe 46), il a déclaré que les débats qui s'étaient déroulés à la Troisième Commission et à la Commission des Droits de l'homme au sujet du sens exact du mot "arbitraire" avaient montré que ce terme pouvait être interprété de bien des façons différentes. Il a fait valoir qu'il était dangereux d'employer ce mot dans le Pacte parce qu'il était impossible d'affirmer avec certitude qu'il ne pouvait être interprété que comme signifiant simplement "conformément à la loi". Il a déclaré que si un Etat était accusé d'avoir "arbitrairement" privé une personne de sa liberté et que cet Etat justifiât son action devant le futur Comité des Droits de l'homme en soutenant que cette action était conforme à la loi - et n'était donc pas arbitraire - il se pourrait fort bien, à son avis, que le Comité jugeât que cet Etat n'a pas violé l'article 6 du Pacte. Si l'on interprétait ainsi cet article - interprétation qui ne serait pas inadmissible tant que le sens du mot "arbitraire" ne serait pas précisé davantage - la liberté individuelle ne se trouverait guère sauvegardée (A/C.3/SR.288, paragraphe 14 et E/AC.7/SR.148, pages 4 et 5). La nécessité de définir le sens des mots "arrestation arbitraire" ou d'employer une expression moins vague et moins incertaine a été également soulignée par le représentant du Canada au Conseil économique et social (E/AC.7/SR.148, page 13) et par le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale (A/C.3/SR.290, paragraphe 41).

110. Le représentant du Liban à l'Assemblée générale s'est associé aux critiques dirigées contre le mot "arbitraire" par le représentant du Royaume-Uni. Tout en admettant que ce terme pourrait être utile dans la Déclaration, il a estimé qu'il introduirait un élément d'incertitude dangereuse dans le Pacte (A/C.3/SR.289, paragraphe 7). Le représentant du Yémen à l'Assemblée générale a estimé également que le mot "arbitraire" employé à l'article 6 semblait manquer de précision; étant donné que cet adjectif signifie simplement "contraire à la loi", il suffirait, à son avis, pour qu'un pacte cesse d'être arbitraire, que l'Etat promulgue une loi le justifiant (A/C.3/SR.290, paragraphe 65).

111. Le caractère vague des mots "arrestation arbitraire" a été relevé par le représentant du Pakistan au Conseil, qui a fait remarquer que le mot avait une signification toute relative, puisque l'on qualifie d'arbitraire toute action qui n'est pas justifiée par la loi. Ce représentant a estimé toutefois qu'il serait aisé de définir le sens du terme en se référant aux constitutions nationales dans lesquelles il est employé (E/AC.7/SR.148, page 10).

112. Le représentant des Philippines à l'Assemblée générale n'a pas partagé les préoccupations manifestées par plusieurs des délégués concernant la précision insuffisante des mots "arrestation arbitraire". Il a été d'avis que cette expression ne pouvait s'interpréter qu'en fonction des garanties traditionnelles de la liberté individuelle qui sont normalement prévues par la législation d'un grand nombre de pays membres des Nations Unies. Ces garanties portent sur le droit à un procès équitable et impartial, sur le droit à la présomption d'innocence jusqu'à ce que la culpabilité ait été légalement établie, le droit de consulter un avocat et de se faire assister de lui, l'interdiction de condamner une personne pour des actes qui ne constituaient pas un délit au moment où ils ont été commis et le droit de refuser de témoigner contre soi-même ou de refuser de s'avouer coupable (A/C.3/SR.291, paragraphes 16 et 17).

113. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique au Conseil économique et social a déclaré qu'il ne voyait, lui non plus, aucun inconvénient à employer le mot "arbitraire". A son avis, les critiques élevées contre ce mot sont injustifiées parce que les débats ont fait apparaître qu'il était parfaitement compris et ne risquait guère d'être mal interprété (E/AC.7/SR.153, page 16).

114. Lors de sa réunion de décembre 1950 à Lake Success, le Groupe international d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants a été d'avis que, sauf dans le cas de flagrant délit, aucune arrestation ne devrait pouvoir être opérée sans avoir été ordonnée par une autorité judiciaire<sup>(1)</sup>. Ce Groupe a proposé de compléter l'article 6 par un alinéa nouveau précisant plus nettement le sens des mots "arrestation arbitraire". Cette disposition serait ainsi libellée :

"Ibis -- Sera considérée comme arbitraire toute arrestation opérée hors le cas de flagrance sans ordre de l'autorité judiciaire" (E/CN.4/523, paragraphe 6).

#### Article 6, paragraphe 2

##### Restrictions de la liberté individuelle

115. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale a estimé que l'expression limitative "si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure que la loi doit prévoir" risque de donner lieu à des abus. Il a été d'avis que, pour donner à cet article la force nécessaire, il faudrait énoncer les divers cas où l'individu peut être privé de sa liberté (A/C.3/SR.290, paragraphe 41).

#### Article 6, paragraphe 3

##### Modifications de forme

116. Le Secrétaire général estime que dans le texte français du paragraphe 3, on pourrait employer le mot "motifs" au lieu du mot "raisons" (E/L.68, paragraphe 47).

---

(1) E/CN.5/231, paragraphe 31.

Article 6, paragraphe 4Question de la mise en liberté sous garantie

117. Le représentant du Yemen à l'Assemblée générale a été d'avis que le membre de phrase "la détention préventive ne doit pas être la règle" semble donner à entendre que la règle est de refuser la mise en liberté sous garantie (A/C.3/SR.290, paragraphe 65).

Mise en liberté sous garantie sans préjudice de la continuation des poursuites

118. Le Groupe international d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants a donné son approbation au paragraphe 4 de l'article 6, mais il a suggéré de compléter la première phrase afin d'éviter toute erreur d'interprétation. Les mots qu'il propose d'ajouter sont soulignés dans le texte ci-dessous :

"Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera immédiatement traduit devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer les fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré sans préjudice de la continuation des poursuites ...." (E/CN.4/523, paragraphe 6).

Modifications de forme

119. Pour assurer la concordance du texte anglais avec le texte français, le Secrétaire général propose, dans la dernière phrase du paragraphe 4 de l'article 6 du texte anglais, de remplacer les mots "or other officer authorized by law to exercise judicial power" par les mots "or other authority vested by law with the exercise of judicial functions" (E/L.68, paragraphe 48).

120. Pour améliorer la forme, le Secrétaire général croit que l'on pourrait remplacer les mots "une garantie" qui figurent dans la dernière phrase du texte français du paragraphe 4 par les mots "des garanties" et, d'autre part, que l'on pourrait substituer au mot "intéressé" le mot "inculpé" (E/L.68, paragraphe 49).

Article 6, paragraphe 5Habeas corpus

121. Le représentant du Brésil à l'Assemblée générale a relevé que l'habeas corpus ne semblait pouvoir être accordé qu'à une personne privée de sa liberté par arrestation ou par détention. A son avis, il conviendrait d'accorder ce droit à tout individu menacé dans sa personne ou dont le droit de circuler librement est compromis (A/C.3/SR.289, paragraphe 27).

Modifications de forme

122. Le Secrétaire général estime que l'on pourrait améliorer la forme du texte français en remplaçant le mot "permettant" par le mot "demandant" et le mot "délai" par le mot "retard" (E/L.68, paragraphe 50).

Article 6, paragraphe 6Droit à réparation en cas d'arrestation illégale

123. Le représentant de l'Inde au Conseil a fait mention des difficultés auxquelles les rédacteurs du Pacte ont eu à faire face en essayant de fondre en un seul document des systèmes différents de droit criminel et de droit civil où se reflètent souvent des différences de structure économique et sociale; il a déclaré que ce qui serait parfaitement juste dans un pays peut être absolument impraticable dans un autre. Comme exemple de ces difficultés, il a cité le paragraphe 6 de l'article 6. Bien qu'il ne soit que juste d'affirmer que "tout individu victime d'arrestation ou de privation de liberté illégales a droit à réparation" lorsque le tort qui lui a été causé est imputable à la mauvaise foi, il ne faut pas perdre de vue que dans un pays de vaste étendue comme l'Inde, où il n'existe que des forces de police insignifiantes par rapport au chiffre total de la population, la stricte application d'une telle clause, dans des cas où des fonctionnaires ont agi de bonne foi, entraverait fortement tout le cours de la justice et de l'administration en général. C'est pourquoi l'article 6, paragraphe 6, ne devrait pas s'appliquer aux actes qui ont été commis de bonne foi (E/AC.7/SR.149, page 6).



#### Modifications de forme

124. Le Secrétaire général appelle l'attention de la Commission sur le fait qu'aux paragraphes 1, 4 et 5 de l'article 6, on parle, dans le texte anglais, d'"arrest" et de "detention" comme constituant des éléments de la conception générale de la privation de liberté, et que le paragraphe 5 vise expressément la privation de liberté par arrestation ou détention, mais qu'au paragraphe 6, les mots "unlawful arrest or deprivation of liberty" donnent à entendre que l'arrestation n'est pas comprise dans la privation de liberté. Il y aurait donc peut-être lieu de supprimer les mots "arrest or" au paragraphe 6. Si cette suppression est acceptée, les mots "arrestation ou " devraient être également supprimés dans le texte français (E/1.68, paragraphes 51 et 52).

#### Article 7

##### Sens des mots "obligation contractuelle"

125. Le représentant du Canada au Conseil a critiqué la rédaction inégale de la Partie II du Pacte et déclaré que l'article 7 était tellement schématique que sa signification était douteuse. Il s'est demandé, par exemple, si une amende infligée par les tribunaux devait être considérée comme une "obligation contractuelle" (E/AC.7/SR.148, pages 13 et 16).

#### Article 8, paragraphe 1

##### Etendue du droit de circuler librement

126. Le représentant de l'Australie au Conseil a été d'avis que le paragraphe 1 de l'article 8 compte parmi les dispositions du projet de Pacte dont le contenu est d'un caractère qui prête à controverse. Il a estimé qu'en raison des différences essentielles de points de vue on ce qui concerne le droit de circuler librement, il faudra réaliser une large harmonisation des différentes opinions avant que l'article puisse être considéré comme satisfaisant et soumis à l'Assemblée générale (E/AC.7/SR.147, page 13 et A/C.3/SR.305, paragraphe 7).

Limitation du droit de circuler librement

127. Le représentant du Brésil à l'Assemblée générale a déclaré qu'il pourrait être nécessaire, dans l'intérêt même des personnes auxquelles les restrictions de ce droit seraient imposées, de prévoir certaines restrictions du droit de circuler librement qui ne sont pas spécifiées dans l'article 8 sous sa forme actuelle. Il a fait remarquer que dans les pays où les immigrants viennent s'installer en grand nombre, il peut être nécessaire pour la sécurité du pays, pour la répartition et l'établissement des immigrants et afin d'éviter la formation de petits groupes raciaux dans certaines régions, de limiter dans une certaine mesure le droit de circuler librement à l'intérieur du pays. En outre, il a estimé que d'autres raisons de caractère démographique et économique peuvent aussi rendre certaines limitations nécessaires (A/C.3/SR.289, paragraphe 28).

128. Le représentant du Canada au Conseil, tout en considérant comme satisfaisant l'essentiel du texte de l'article 8, a estimé que la phrase initiale était trop vague. Il a déclaré qu'il croyait savoir que cet article vise les cas où le droit de circuler librement et de choisir librement sa résidence ne peut pas être reconnu par un Etat, par exemple les cas de quarantaine ou de détention dans un établissement pénitentiaire. A son avis, il serait nécessaire de rédiger l'article d'une façon plus précise; mais si cet article était adopté dans sa forme actuelle, le représentant du Canada devrait formuler des réserves touchant les cas de ce genre (E/AC.7/SR.148, page 14).

129. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique au Conseil a été d'avis que l'on pourrait parer à l'objection formulée à l'égard du paragraphe 1 de l'article 8 par le représentant du Canada en substituant aux mots "sous réserve des dispositions d'ordre général compatibles avec les droits reconnus dans le présent Pacte" les mots "sous réserve de la législation nécessaire à la protection de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'hygiène, des bonnes moeurs ou des droits et libertés d'autrui" (E/AC.7/SR.153, pages 16 et 17).

130. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale a estimé qu'il y aurait lieu de préciser les termes de l'article 8. Il a proposé de remanier complètement la rédaction du paragraphe 1 dans le sens d'un texte qu'il a présenté au cours du débat. Ce texte est conçu comme suit:

" Toute personne est libre de circuler et de choisir sa résidence à l'intérieur de l'Etat sous réserve des mesures législatives d'ordre général qui ne sont pas incompatibles avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies, prises pour des raisons précises de défense nationale ou dans l'intérêt public. Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien, si la loi ne la prive pas de sa liberté ou si elle n'est pas soumise à des obligations spéciales en matière de service national ou d'impôt" (A/C.3/SR.290, paragraphe 42).

131. Le paragraphe 1 de l'article 8 commence par les mots suivants: Sous réserve des dispositions d'ordre général compatibles avec les droits reconnus dans le présent Pacte". Le représentant du Royaume-Uni à l'Assemblée générale a considéré qu'étant donné que le droit de libre circulation, auquel se rapporte ce paragraphe, est lui-même l'un de ceux qui sont reconnus dans le Pacte et, par suite, l'un de ceux que vise le début du paragraphe 1 cité plus haut, cette clause paraissait conduire à un cercle vicieux (A/C.3/SR.288, paragraphe 16). Pour remédier à cet inconvénient, le représentant du Royaume-Uni a proposé de dire au début du paragraphe: "Sous réserve de toute disposition législative qui ne soit pas contraire aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme", ou encore d'employer la formule proposée pour cet article par le Gouvernement australien. <sup>(1)</sup>

132. Le représentant de l'Inde au Conseil a signalé que les restrictions apportées au droit des personnes de quitter le territoire de n'importe quel Etat

---

(1) "Sous réserve des mesures législatives d'ordre général prises pour des raisons précises de sécurité nationale, d'ordre ou de sécurité publiques, de prospérité ou de santé, ou pour la protection ou le bien-être des femmes ou des populations autochtones, ou pour des raisons touchant l'immigration".

a beaucoup contribué à traduire de nombreux criminels en justice et a évité que le crime se propage de pays à pays, par l'interdiction faite à certaines personnes de quitter leur pays d'origine (E/AC.7/SR.149, page 7).

133. Le représentant des Pays-Bas à l'Assemblée générale n'a pas été d'avis d'énumérer les dérogations et les limitations apportées au droit de circuler librement, reconnu dans l'article 8, et il s'est demandé ce qu'il resterait du droit prévu dans cet article s'il n'était reconnu que sous réserve de certaines restrictions (A/C.3/SR.290, paragraphe 21).

#### Concept de la juridiction territoriale

134. Le représentant du Yémen à l'Assemblée générale a estimé qu'avant de pouvoir rédiger une disposition satisfaisante au sujet du droit de circuler librement sur le territoire d'un Etat, il serait indispensable de se mettre d'accord sur une définition du concept de la juridiction territoriale (A/C.3/SR.290, paragraphe 66).

#### Modifications de forme

135. Le Secrétaire général estime qu'il n'y a pas de raison d'utiliser les numéros 1 et 2, à l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'article 8. Si ces numéros étaient supprimés, le texte se lirait comme suit:

"Everyone legally within the territory of a state shall, within that territory, have the right to liberty of movement and to the freedom to choose his residence".

En français, le même texte se lirait comme suit:

"Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un Etat a le droit de circuler librement et d'y choisir librement sa résidence" (E/1.68, paragraphe 56).

136. En examinant l'article 8, la Commission voudra peut-être se reporter au texte des articles 27 et 28 du projet de convention relative au Statut des réfugiés qui a été recommandé au Conseil économique et social par le Comité spécial pour les réfugiés et les apatrides à sa deuxième session (E/1850, page 25).

Article 9Obligation d'informer les étrangers des raisons de leur expulsion

137. Le représentant de l'Inde au Conseil a estimé qu'il peut arriver qu'il ne soit pas opportun de faire connaître aux étrangers contre lesquels des mesures d'expulsion sont prises les motifs de cette expulsion, ce que les mots "si ce n'est pour des motifs pertinents" qui figurent à l'article 9 semblent, à son avis, rendre nécessaire. Il a considéré que, si l'on sait que des étrangers servent d'informateurs à une mission diplomatique étrangère, on risquerait de compromettre les bonnes relations avec le gouvernement intéressé en rendant le fait public, pour motiver leur expulsion (E/AC.7/SR.149, pages 7 et 8).

Article 10, paragraphe 1Etendue des droits concernant les conditions dans lesquelles la justice doit être rendue

138. Le représentant du Royaume-Uni au Conseil a été d'avis que les deux paragraphes de l'article 10 fournissent un exemple des résultats satisfaisants que l'on peut obtenir en abordant la rédaction du Pacte dans un esprit d'objectivité et d'analyse (E/AC.7/SR.148, page 6). Le représentant du Canada au Conseil a estimé que l'énumération des garanties minimum nécessaires pour que la cause soit entendue et jugée équitablement constituait une disposition par trop détaillée pour un Pacte des droits de l'homme (E/AC.7/SR.148, pages 13 et 14).

139. Le représentant de la République de Cuba à l'Assemblée générale a fait valoir que le paragraphe 1 de l'article 10, tout en proclamant un droit parfaitement souhaitable, est trop technique et trop détaillé pour figurer dans un instrument tel que le Pacte des droits de l'homme, quand il s'attache à déterminer les conditions dans lesquelles la presse et le public peuvent assister au jugement de mineurs (A/C.3/SR.291, paragraphe 4).

Modifications de forme

140. Le Secrétaire général signale qu'il serait peut-être bon de modifier l'ordre des mots de la première phrase du texte français du paragraphe 1, de manière à

conserver le même ordre que dans le texte anglais. Si cette modification était opérée, la phrase se lirait alors comme suit:

"toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil". (E/L.68, paragraphe 58).

141. Le Secrétaire général estime qu'il serait peut-être nécessaire de préciser davantage le sens de l'expression "where the interest of juveniles (so otherwise requires" afin d'indiquer si ce passage ne vise que les intérêts des mineurs qui sont directement intéressés à l'action judiciaire en tant que parties ou en tant que témoins ou s'il doit s'appliquer aussi aux intérêts des mineurs en général. Dans la première hypothèse, on pourrait peut-être ajouter dans le texte du paragraphe 1, devant le mot "juveniles" chaque fois que ce mot est utilisé, les mots "involved in the proceedings before the court". Dans le texte français, on pourrait de même ajouter chaque fois, après le mot mineurs, les mots impliqués dans l'instance pendante devant le tribunal. (E/L.68 par. 60).

#### Article 10, paragraphe 2

##### Etendue des garanties individuelles.

142. Le représentant de l'Inde au Conseil a déclaré qu'il ne pouvait appuyer l'insertion, dans le texte, de la clause du paragraphe 2 (b) de l'article 10 aux termes de laquelle tout accusé aurait le droit de se voir attribuer un défenseur d'office "sans frais, s'il n'a pas les moyens de le rémunérer."

Il a fait observer que dans l'Inde, l'application de cette clause pourrait être désastreuse pour l'administration et l'équilibre financier du pays, car un magistrat a parfois dans ce pays jusqu'à 5.000 affaires à trancher par an (E/AC.7/SR.149, page 8).

143. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale a émis l'avis que le paragraphe 2 (c) de l'article 10 devrait comprendre une disposition au terme de laquelle tout accusé aurait le droit non seulement d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge, mais aussi d'obtenir la production des documents sur lesquels le ministère public fonde son accusation (A/C.3/SR.290, paragraphe 43).

144. Le Groupe international d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants a proposé d'apporter certaines modifications au paragraphe 2 de l'article 10. Le texte de cette disposition dans lequel les amendements proposés sont soulignés, s'établit comme suit:

"Tout prévenu ou accusé sera présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie ....

a) ....

b) ....

c) à discuter les charges et tous les éléments de preuve, à interroger ou faire interroger....".

La légère modification, touchant la première phrase du texte a été proposée par le Groupe d'experts dans un souci de précision; l'addition à l'alinéa (c) a été suggérée afin d'exprimer clairement le droit qu'a tout prévenu ou accusé non seulement d'interroger les témoins à charge, ou de faire citer les témoins à décharge, mais aussi de discuter toutes les charges relevées contre lui et tous les éléments de preuves invoqués contre lui (E/CN.4/523, paragraphe 7).

145. Les dispositions du paragraphe 2 (f) relatives aux mineurs, devraient, de l'avis du représentant du Salvador à l'Assemblée générale, être étendues aux adultes (AC.3/SR.291, paragraphe 62).

Modifications de forme

146. Le Secrétaire général estime qu'il serait peut-être bon de transformer l'alinéa (f) en un paragraphe distinct afin de donner plus d'uniformité au contenu du paragraphe 2. Les alinéas (a) à (e) ont trait aux garanties minima auxquelles l'inculpé a droit; comme l'alinéa (f) présente un caractère légèrement différent, il ne semble pas qu'il y ait de raisons de le maintenir dans le paragraphe 2 (E/L.68, paragraphe 61).

147. Le Secrétaire général signale qu'il serait peut-être indiqué de substituer dans le texte anglais du paragraphe 2 de l'article 10 les mots "in his defence against a criminal charge" aux mots "in the determination of any criminal charge". Cette modification assurerait la concordance avec les mots "pour sa défense" du texte français. Cette rédaction définirait avec plus de précision les droits et garanties énumérés aux alinéas (a) (b) (c) et (d) (E/L.68, paragraphe 62).

148. On pourrait peut-être améliorer le texte français de la deuxième phrase du paragraphe 2 en supprimant les mots "au moins" après "droit" et en ajoutant le mot "minimum" après le mot "garanties" (E/L.68 paragraphe 63).

149. Dans le texte anglais du paragraphe 2 (a) de l'article 10, on pourrait remplacer le mot "cause" par le mot "grounds" afin de faire concorder le texte anglais avec le texte français qui emploie le mot "motifs" (E/L.68, paragraphe 64).

150. Le Secrétaire général estime également que, dans le texte anglais du paragraphe 2 (a), on pourrait remplacer le mot "accusation" par le mot "charge". Cette modification entraînerait le remplacement du mot "accusation" qui figure dans le texte français actuel par les mots chef d'accusation. Il y a lieu de remarquer que ni dans le texte anglais, ni dans le texte français de cette disposition, le terme "accusation" n'est pris dans son sens technique.



Toutefois, dans certaines juridictions, ce terme ou un équivalent de ce terme revêt une signification technique qui n'est pas celle que l'on semble avoir en vue dans le contexte (E/L.68, paragraphe 65).

151. Le Secrétaire général renouvelle la proposition qu'il a déjà adressée au Conseil, d'insérer entre l'alinéa (a) et l'alinéa (b) du paragraphe 2 de l'article 10 un nouvel alinéa concernant le délai qui doit s'écouler entre le moment où les renseignements prescrits à l'alinéa (a) actuel sont communiqués à l'accusé et l'ouverture du procès (E/L.68, paragraphe 66). Peut-être la Commission estimera-t-elle qu'elle doit adopter la disposition figurant au paragraphe 3 (b) de l'article 6 de la Convention pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome par les Membres du Conseil de l'Europe le 4 novembre 1950. Cet alinéa est ainsi conçu: "to have adequate time and facilities for the preparation of his defence". Dans le texte français cette nouvelle disposition se lirait: disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense.

152. Il semble qu'il serait souhaitable de faire concorder plus exactement le texte anglais et le texte français de l'alinéa (b) du paragraphe 2, car, dans l'état actuel du texte, l'anglais fait mention de "legal assistance" et de "any such case where he does not have sufficient means to pay for it" alors que le texte français emploie le mot "défenseur" et ajoute s'il n'a pas les moyens de le rémunérer. La nécessité de supprimer cette divergence entre les deux textes, se justifie par les raisons suivantes:

- (a) Les expressions "assistance" et "personne qui prête cette assistance" ne sont pas synonymes;
- (b) On peut comprendre l'expression "legal assistance" dans un sens plus large que l'assistance d'un défenseur.

(c) Le texte français actuel présuppose que si l'accusé en avait eu "les moyens", il aurait nécessairement rémunéré le "défenseur", alors qu'en fait, s'il s'est vu attribuer un défenseur d'office, on peut penser qu'il est plutôt obligé de payer les autorités officielles qui lui ont fourni cette assistance (E/L.68, paragraphe 67).

153. Dans le texte français de l'alinéa (c), on ne trouve rien qui corresponde au mot "compulsory" du texte anglais. C'est pourquoi on pourrait ajouter l'adjectif "obligatoire" après le mot "comparution" (E/L.68, paragraphe 68).

154. Dans le texte français du paragraphe 2 (c), le mot "jurisdiction" pourrait être remplacé par le mot "compétence" qui, dans l'article premier, paragraphe 1 du projet de Pacte, est employé comme l'équivalent français du terme anglais "jurisdiction" (E/L.68, paragraphe 69).

155. On remarquera que le terme anglais "juveniles" est rendu par des termes différents dans le texte français du paragraphe 1 et du paragraphe 2 (f) de l'Article 10. On pourrait peut-être adapter en conséquence le texte français. En droit pénal français, les catégories de mineurs auxquels s'applique en anglais le terme "juveniles" sont généralement désignées en ajoutant au mot "mineur" l'âge de la personne: par exemple, "mineur de 18 ans", "mineur de 13 à 18 ans", etc. (voir les articles 66 à 69 du Code pénal français). On pourrait remplacer les mots figurant au paragraphe 2 (f) "jeunes gens qui ne sont pas encore majeurs au regard de la loi pénale" par les mots "mineurs au regard de la loi pénale". Peut-être d'ailleurs, au cas où le terme "mineur" ne serait pas retenu pour le texte français, le mot "adolescent", bien qu'il ne soit pas en usage dans le droit français, serait-il plus satisfaisant que la rédaction actuelle (E/L.68, paragraphe 70).

Article 10, paragraphe 3

Droit à réparation en cas d'erreur judiciaire

156. Le représentant de l'Inde au Conseil a estimé que le paragraphe 3 de l'article 10 devrait prévoir une exception pour les erreurs judiciaires et les décisions judiciaires rendues à tort qui pourraient être causées par des erreurs commises de bonne foi (E/AC.7/SR.149, page 8).

157. Le représentant du Pakistan au Conseil a estimé que, si l'on interprète littéralement le paragraphe 3 de l'article 10 et qu'on le pousse à sa conclusion logique, ce texte enjoindrait à un Etat d'accorder aux héritiers de personnes qui auraient été exécutées en vertu d'une décision rendue à tort dont lesdits héritiers porteraient eux-mêmes la responsabilité, la réparation prévue en cas d'erreur judiciaire. Cependant, même dans ce cas évident de rédaction défectueuse, le représentant du Pakistan a déclaré que l'on peut faire confiance aux Etats pour comprendre qu'il y a lieu de déroger aux dispositions impératives de cet article dans les circonstances qu'il avait exposées et c'est pourquoi il n'a pas insisté pour que l'on amendât le texte (E/AC.7/SR.148, page 11). Le représentant du Canada au Conseil a déclaré que non seulement la dernière phrase du paragraphe 3 prête le flanc à la critique formulée par le représentant du Pakistan, mais encore qu'elle ne tient pas compte du fait que le droit à réparation ne s'éteindrait pas du fait du décès de la personne intéressée (E/AC.7/SR.148, page 14).

158. Le représentant du Royaume-Uni au Conseil a exposé les objections que son gouvernement élève contre le paragraphe 3. (E/AC.7/SR.148, page 6 et E/AC.7/SR.153, page 17); le représentant des Etats-Unis au Conseil aurait voulu que le paragraphe 3 de l'article 10 fût complètement supprimé (E/AC.7/SR.153, page 18).

159. Le représentant du Yémen à l'Assemblée générale a signalé qu'il ne suffit pas de dire que la victime d'une erreur judiciaire sera indemnisée; il faut que le paragraphe 3 de l'article 10 précise clairement que la victime sera indemnisée de façon adéquate (A/C.3/SR.290), paragraphe 67.

Modifications de forme

160. Le Secrétaire général appelle l'attention de la Commission sur le fait que le texte français du paragraphe 3 ne contient rien qui corresponde au mot "conclusively" qui figure dans le texte anglais. On pourrait donc ajouter après le mot "prouve" les mots "d'une façon concluante". Au cas où l'on déciderait de ne pas modifier le fond du paragraphe, le texte pourrait être amélioré en remplaçant les mots : "... sera indemnisée. Cette indemnisation profitera aux héritiers..." par les mots "... obtiendra réparation. L'indemnité sera attribuée aux héritiers ..." (E/L.68, paragraphe 73).

Article 11, paragraphe 1

Référence au droit international

161. Le représentant du Yémen à l'Assemblée générale a estimé qu'il suffirait d'affirmer au paragraphe premier de l'article 11 que nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national au moment où elles ont eu lieu. Il ne devrait pas être fait mention du droit international parce que, de l'avis du représentant du Yémen, un Etat n'applique pas une disposition du droit international si cette disposition n'est pas déjà incorporée à sa propre législation. (A/C.3/SR.290, paragraphe 68)

Modifications de forme

162. Le Secrétaire général estime qu'il serait peut-être bon de rapprocher davantage le texte français de l'article 11 du texte anglais en remaniant la première phrase qui se lirait alors : "Nul ne sera déclaré coupable d'infraction pour des actions ou abstentions qui, au moment où elles ont eu lieu, ne constituaient pas des actes punissables d'après le droit interne ou international". (E/L.68, paragraphe 74)

Article 11, paragraphe 2

Référence aux "principes de droit  
généralement reconnus"

163. Le représentant de la Belgique au Conseil a estimé que le paragraphe 2 de l'article 11 paraissait être en contradiction avec le paragraphe 1 qui pose

les grands principes reconnus en matière de législation pénale rétroactive. Le paragraphe 2 semble avoir été introduit dans le texte pour justifier a posteriori le jugement du Tribunal militaire international de Nuremberg. Le représentant de la Belgique a souligné que la procédure de Nuremberg, qu'il a fallu instituer pour faire droit à une réaction légitime de la conscience de l'humanité contre les crimes commis par les dirigeants de certains Etats, a été universellement approuvée. Si l'on tentait de justifier cette procédure par une disposition rétroactive, cela pourrait apparaître comme un affaiblissement de la conscience morale des peuples et comme une concession à ceux qui ont émis des doutes sur la légitimité de cette procédure. Une concession de cette nature serait particulièrement grave à un moment où l'on s'efforce, dans le cadre des Nations Unies, par l'intermédiaire de la Commission du droit international, de codifier les principes dont s'est inspirée la procédure de Nuremberg. Indépendamment de ces considérations, le représentant de la Belgique a affirmé qu'il fallait remédier au déséquilibre causé dans l'économie de l'article 11 par l'insertion d'un deuxième paragraphe (E/AC.7/SR.148, page 9). Le représentant des Etats-Unis d'Amérique au Conseil a, lui aussi, été d'avis de supprimer le deuxième paragraphe de l'article 11 (E/AC.7/SR.163, page 18).

164. Le Secrétaire général signale qu'il ne semble pas qu'il y ait de raison précise de considérer la disposition figurant au paragraphe 2 comme différente, quant au fond, de celle du paragraphe 1 dudit article, étant donné surtout qu'il y est question du "droit international". Il semble admis que les principes généraux de droit reconnus font partie du droit international ou constituent l'une des sources de ce droit. C'est ainsi par exemple que l'article 38, paragraphe 1, du Statut de la Cour internationale de Justice contient une disposition d'après laquelle "La Cour, dont la mission est de régler, conformément au droit international, les différends qui lui sont soumis, applique ....., (c) les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées".

Lorsque, à l'occasion de débats et de jugements concernant des crimes de guerre ou dans des textes de toute nature concernant ces questions, il a été fait mention des "principes de droit généralement reconnus", ces principes ont été cités et invoqués dans le seul but de démontrer que certains actes commis par les inculpés pouvaient être regardés comme punissables en vertu même de la loi de la guerre considérée comme l'un des aspects du droit international.

(E/L.68, paragraphe 75)

#### Article 12

##### Etendue du droit à la reconnaissance de la personnalité juridique de l'individu

165. Le représentant du Canada au Conseil (E/AC.7/SR.148, page 13) a rangé parmi les dispositions du projet de Pacte qu'il est nécessaire d'amender pour des raisons de forme, l'expression imprécise "personnalité juridique" à l'article 12. Le représentant du Canada à l'Assemblée générale a donné comme exemple des redites et du manque de coordination que comporte le projet de Pacte, le fait qu'alors que l'article 12 affirme que chacun a droit à la reconnaissance en tout lieu de sa personnalité juridique, l'article 5 en son paragraphe 1 interdit l'esclavage et l'article 17 proclame que tous sont égaux devant la loi (A/C.3/SR.289, paragraphe 18).

166. Le représentant de Cuba à l'Assemblée générale a opposé l'article 12 à l'article 10. Ce dernier article a un caractère trop technique et trop détaillé à certains égards, tandis que l'article 12, qui a trait à un droit non moins fondamental que celui dont traite l'article 10, est conçu en termes par trop généraux. (A/C.3/SR.291, paragraphe 4)

167. Désireuse de définir de façon plus précise les droits reconnus dans le projet de Pacte, la délégation de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale a proposé un texte ainsi conçu (A/C.3/SR.290, paragraphe 44) :

"Nul ne se verra refuser l'accès aux tribunaux s'il cherche à obtenir la réparation d'une atteinte à ses droits civils; nul, à moins d'appartenir à une catégorie de personnes d'incapacité généralement reconnue, telle que les mineurs, les personnes mentalement diminuées et les personnes purgeant une peine de prison, ne sera privée intégralement ou en partie de sa capacité de signer des contrats légaux ou autres engagements de caractère juridique."

Article 13, paragraphe 1

Mention de la liberté de changer de religion

168. La mention expresse, au paragraphe 1 de l'article 13, de la liberté de changer de religion ou de conviction a été critiquée à l'Assemblée générale par les représentants de l'Afghanistan, de l'Egypte, de l'Arabie saoudite et du Yemen. Les raisons par lesquelles ces représentants ont motivé leurs objections peuvent se résumer comme suit.

169. Le représentant de l'Afghanistan a informé l'Assemblée que dans son pays où domine la religion de l'Islam la liberté religieuse est garantie à tous les citoyens sans exception par la Constitution nationale et que cette liberté s'étend à celle de changer de religion. Néanmoins, il convient que le Pacte ne mentionne pas expressément ce droit en raison de l'importance que la délégation afghane attache à la religion et au rôle que celle-ci joue dans le monde du fait qu'elle s'adresse directement aux émotions et aux sentiments des masses (A/C.3/SR.306, paragraphes 50-52).

170. Le représentant de l'Egypte a déclaré que la disposition du paragraphe 1 de l'article 13, proclamant que toute personne a droit à la liberté de pensée, de conviction et de religion, est indiscutable. Il a reconnu qu'il était parfaitement logique d'ajouter au paragraphe 1 de l'article 13 que "Ce droit (à la liberté de pensée, de conscience et de religion) implique la liberté de changer de religion ou de conviction".

Toutefois, le projet de Pacte n'est pas essentiellement une déclaration de principes, mais un document entraînant des obligations juridiques, qui, à ce titre, doit être ratifié par les gouvernements, conformément à leur procédure constitutionnelle. Etant donné que l'attitude des Assemblées législatives oscille, suivant les cas, entre un libéralisme extrême et un esprit réactionnaire non moins extrême, le représentant de l'Egypte a estimé qu'il était à craindre qu'en maintenant les mots "liberté de changer de religion ou de conviction", on ne rendît la ratification difficile pour un grand nombre de gouvernements. Tout en concédant que la liberté de changer de religion ou de conviction se trouve déjà impliquée dans la première phrase de l'article 13, le représentant de l'Egypte a proposé, pour les raisons qu'il avait exposées, de supprimer les mots en question (A/C.3/SR.288, paragraphe 26 et A/C.3/SR.302, paragraphe 7).

171. Le représentant de l'Arabie saoudite a insisté pour que l'on supprimât le membre de phrase en question car, de même que le représentant de l'Egypte, il estimait que la liberté de changer de religion était proclamée implicitement dans la première partie de la disposition. S'il n'en était pas ainsi, il ne comprendrait pas pourquoi les auteurs de cette disposition ont cru devoir faire une distinction entre le droit à la liberté de penser et de conscience; d'une part, et le droit à la liberté de religion, de l'autre, en mentionnant cette dernière à part et en proclamant que ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction. L'attitude de la délégation de l'Arabie saoudite, a-t-il dit, est motivée par la crainte des répercussions qu'une telle disposition aurait sur l'Islam. Après avoir rappelé des précédents historiques, il a déclaré avec force que la religion fait essentiellement appel aux émotions humaines et que la propagande moderne ne manque pas de se servir, à ses fins, des convictions religieuses des peuples. Il y a eu, et il y aura encore aujourd'hui, des groupes d'hommes qui se disent "élus" ou qui proclament la supériorité de leur croyance sur celle des autres. De telles prétentions sont incompatibles avec la Déclaration des Droits



de l'homme qui proclame l'égalité de tous. Le représentant de l'Arabie saoudite a demandé instamment qu'en s'efforçant de rendre universelle cette Déclaration, l'Assemblée écarte du Pacte toutes dispositions dont pourraient arguer certains, pour inciter à la haine et exploiter à leur profit les différences qui existent entre les hommes (A/C.3/SR.289, paragraphes 40-44).

172. Le représentant du Yémen à l'Assemblée générale a estimé que l'adoption de l'article 13 présenterait de grandes difficultés pour les pays arabes car leur législation est en grande partie de source religieuse (A/C.3/SR.290, paragraphe 62).

173. La délégation de l'Egypte à l'Assemblée générale a présenté un projet de résolution (A/C.3/L.75, Rev.1) proposant que l'Assemblée générale recommande à la Commission des Droits de l'homme de supprimer du paragraphe 1 de l'article 13 l'implication de la liberté de changer de religion ou de conviction. Cette proposition, ainsi que les propositions antérieures analogues, ont été appuyées par les représentants de l'Afghanistan (A/C.3/SR.306, paragraphes 50-52) et de l'Arabie saoudite (A/C.3/SR.306, paragraphes 46-49).

174. Le représentant des Pays-Bas à l'Assemblée générale s'est déclaré opposé à la suppression de la disposition proclamant la liberté de changer de religion parce qu'à son avis, il n'existe pas de réelle liberté de conscience si le droit de chacun de changer de conviction n'est pas reconnu. Le représentant de l'Egypte croyait-il, était d'accord avec lui sur ce point quand il a déclaré superflu d'exprimer ce droit en faisant valoir qu'il était déjà compris dans la liberté de religion. Cependant, le représentant des Pays-Bas a estimé que la suppression du membre de phrase en question proposée par la délégation égyptienne équivalait à refuser à chacun le droit de changer de religion. Essayant de comprendre les craintes des représentants qui ont exposé les difficultés que leurs pays éprouvaient à accepter une disposition proclamant expressément le droit de changer de religion, le représentant des Pays-Bas a reconnu que, sur le plan

objectif, toute religion s'oppose et doit s'opposer à tout changement de religion parce qu'elle ne considère pas les autres religions comme valables. Mais il a fait observer que, dans le Pacte, comme dans la Déclaration universelle, il s'agit des droits subjectifs des individus. Aussi, le représentant des Pays-Bas a-t-il estimé qu'il faudrait maintenir une disposition déclarant que le droit de changer de religion ou de croyance est l'un des droits fondamentaux et imprescriptibles de l'être humain (A/C.3/SR.306, paragraphes 42-45).

175. La proposition égyptienne a été retirée ultérieurement et a été remplacée par une proposition que l'Assemblée générale a finalement adoptée. Cette proposition tendait à demander au Conseil économique et social d'inviter la Commission des Droits de l'homme "à prendre en considération, dans son travail de révision du projet de Pacte : i) les opinions exprimées pendant la discussion du projet de Pacte à la présente (cinquième) session de l'Assemblée générale et à la onzième session du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne les articles 13..... du projet de Pacte". (A/C.3/L.99).

#### Distinction entre "pensée" et "conviction"

176. Le représentant du Canada à l'Assemblée générale a signalé que l'article 13 stipulait la liberté de pensée, de conscience et de religion et que l'article 14 proclamait le droit à la liberté d'expression. On semble ainsi vouloir établir une distinction entre pensée et conviction. Il n'y a probablement là qu'une distinction de pure forme, mais il y aurait intérêt, de l'avis du représentant du Canada, à la supprimer dans le projet de Pacte (A/C.3/SR.299, paragraphe 18).

#### Modifications de forme

177. Le Secrétaire général appelle l'attention de la Commission sur le fait qu'alors que les termes "religion" et "belief" apparaissent tous deux comme des notions distinctes dans le second membre de phrase du paragraphe 1, le mot "belief" ne se trouve pas dans le premier qui proclame le droit fondamental. De même, le mot "conviction" est omis dans le texte français du paragraphe 1 de l'article 13, (E/L.68, paragraphe 84).

178. Dans le texte français du paragraphe 1, on pourrait remplacer le mot "implique" par le mot "comprend". Cette modification mettrait le texte français du paragraphe 1 en harmonie avec le texte anglais de la même disposition et avec le texte français du paragraphe 2 de l'article 14 (E/L.68, paragraphe 85).

Article 13, paragraphe 2; article 14, paragraphe 3, article 15 et article 16, paragraphe 2.

179. Peut-être est-il maintenant opportun d'examiner en même temps les clauses limitatives contenues dans les articles ci-dessus traitant du **droit** à la liberté de pensée, de conscience et de religion; du droit de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées; du droit de réunion pacifique, et du droit d'association. Par sa résolution 421 (b) (V), section 4 (2), l'Assemblée générale a demandé au Conseil économique et social d'inviter la Commission des Droits de l'homme à prendre en considération, dans son travail de revision du projet de Pacte, les opinions exprimées au cours de la discussion de ce projet à la cinquième session de l'Assemblée générale et à la onzième session du Conseil économique et social, selon lesquelles il serait souhaitable de définir avec la plus grande précision possible les droits énoncés dans le Pacte et leurs limitations.

Opportunité de restreindre le nombre des limitations

180. Plusieurs représentants, tant au Conseil qu'à l'Assemblée générale, ont regretté la présence dans les articles 13 à 16 d'un trop grand nombre de limitations. Le représentant des Pays-Bas à l'Assemblée générale a estimé que la Commission ne saurait être accusée d'avoir commis d'imprudence au sujet des exceptions ou des limitations qu'il est nécessaire ou souhaitable d'apporter à différents droits, et il s'est demandé ce qu'il resterait si les droits prévus aux articles 13 à 16 n'étaient reconnus que sous réserve d'exceptions ~~et~~ de limitations. A son avis, des dictateurs pourraient aisément, tout en restant dans le cadre du Pacte, violer plusieurs des droits fondamentaux de l'homme (A/C.3/SR.290, paragraphe 21).

181. Le représentant du Salvador a exprimé la même opinion devant l'Assemblée générale, tout en bornant ses observations aux limitations apportées à la liberté d'expression reconnue par l'article 14 du Pacte. La suppression de cette liberté n'a pour résultat que de donner naissance à un mouvement de résistance et à une presse clandestine. Enoncer une liberté et en même temps la soumettre à des restrictions constitue une attitude négative; on ne crée de la sorte qu'une liberté conditionnelle, ce qui équivaut à n'en créer aucune. S'il pense que les lois contre l'abus de la liberté de la presse sont justifiées, en revanche, a-t-il dit, elles doivent toujours être invoquées contre le délinquant lui-même, et jamais contre la presse en tant qu'institution (A/C.3/SR.291, paragraphe 60).

#### Limitations supplémentaires

##### (i) Interdiction d'activités anti-démocratiques

182. En revanche, certains représentants ont considéré que les limitations apportées aux droits énoncés dans les articles 13 à 16 étaient insuffisantes et aboutiraient à créer des conditions favorables à la renaissance d'organisations antidémocratiques. Parlant de l'article 14, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'Assemblée générale a fait observer que ce texte ne comprend pas de dispositions garantissant que la liberté de parole et de presse ne sera pas utilisée contre l'intérêt des peuples et de la démocratie. Sa délégation a estimé qu'il serait opportun d'insérer dans cet article le texte suivant: "Toute personne doit se voir garantir par la loi, dans l'intérêt de la démocratie, le droit d'exposer librement ses opinions, notamment le droit à la liberté de parole et de presse, ainsi que le droit d'expression artistique, à la condition de ne pas se servir de la liberté de parole et de presse pour la propagande en faveur de la guerre, l'incitation à la haine entre les peuples, la discrimination raciale et la diffusion de rumeurs calomnieuses." (A/C.3/SR.289, paragraphe 36). Les articles 15 et 16 sont également insuffisants, en ce qu'ils n'interdisent aucunement la création d'associations ou d'unions de caractère fasciste ou antidémocratique. Pour

remédier à cette insuffisance, il a suggéré l'insertion, dans le texte, de la disposition suivante: "Sont interdites par la loi, sous peine de sanctions, toutes associations, unions ou autres organisations de caractère fasciste ou antidémocratique, ainsi que leurs activités, de quelque nature qu'elles soient." (A/C.3/SR.289, paragraphe 37). Le représentant de la Pologne à l'Assemblée générale a également estimé qu'il convenait de limiter l'application des articles 15 et 16, afin que les fascistes ne puissent se prévaloir des droits qui s'y trouvent mentionnés pour renverser les démocraties (A/C.3/SR.290, paragraphe 5). Les représentants de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine, appuyant ce point de vue, ont regretté l'absence dans le pacte de toute disposition visant la propagande en faveur des doctrines nazie, fasciste ou raciste. A leur avis, une telle propagande, ainsi que toute incitation à la guerre et à l'inimitié entre nations devraient être interdites (A/C.3/SR.291, paragraphe 12 et A/C.3/SR.291, paragraphe 55). Le représentant de la Yougoslavie a présenté des observations analogues à l'Assemblée générale (A/C.3/SR.291, paragraphe 23).

183. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a soumis à la Troisième Commission de l'Assemblée générale un projet de résolution dans lequel il proposait que, dans la rédaction du Pacte, la Commission des droits de l'homme ne perde pas de vue l'opportunité d'inclure les dispositions ci-après:

"3. La loi doit, dans l'intérêt de la démocratie, garantir à toute personne le droit à la liberté d'expression, et en particulier à la liberté de la parole et de la presse, ainsi qu'à la liberté de l'expression artistique, sous réserve que la liberté de la parole et de la presse ne soit pas utilisée pour la propagande belliqueuse, pour susciter la haine entre les peuples, la discrimination raciale et la diffusion de rumeurs diffamatoires.

4. La propagande des idées fascistes et nazies sous toutes ses formes, et la propagande dirigée contre certains groupes raciaux ou nationaux, ou destinés à fomenter la haine et le mépris, doivent être interdites par la loi.

5. Dans l'intérêt de la démocratie, la loi doit garantir la liberté de réunion, de manifestation publique, de défilé et d'organisation d'associations et d'unions bénévoles. Toutes les sociétés, associations et autres organisations ayant un caractère fasciste ou antidémocratique, ainsi que leurs activités sous une forme quelconque, sont interdites par la loi sous peine de sanctions." (A/C.3/L.96, page 2, paragraphes 3, 4 et 5).

184. La représentante des Etats-Unis d'Amérique à l'Assemblée générale s'est déclarée opposée à l'expression "dans l'intérêt de la démocratie" figurant dans le projet de résolution ci-dessus. A son avis, on peut craindre que cette expression ne puisse être interprétée par certains Etats comme signifiant "dans leur propre intérêt". (A/C.3/SR.305, paragraphe 3).

185. Le document E/CN.4/513 expose, dans ses paragraphes 14 et 15 la décision prise par la Troisième Commission au sujet de cette proposition, ainsi que la décision prise par l'Assemblée générale au sujet d'une proposition identique que lui avait soumise en séance plénière le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/1576). Il suffira ici de noter que ces propositions figurent dans le document A/C.3/L.96 que le Conseil économique et social a prié la Commission, en vertu de la résolution 421 (b) (V) 4 (i), de l'Assemblée générale, de prendre en considération dans son travail de revision du projet de pacte.

(ii) Maintien de relations amicales entre Etats

186. Une limitation supplémentaire a également été suggérée en ce qui concerne l'article 14 par le représentant de l'Egypte à l'Assemblée générale qui, sans s'opposer aux conditions déjà énumérées dans le paragraphe 3 de cet article, a néanmoins estimé qu'il convenait d'y mentionner également les événements de nature à nuire aux rapports amicaux entre Etats (A/C.3/SR.288, paragraphe 27). Conformément à cette déclaration, le représentant de l'Egypte a soumis à la Troisième Commission de l'Assemblée générale une proposition aux termes de laquelle il convenait d'insérer au paragraphe 3 de l'article 14 les mots

"du maintien de la paix et des rapports amicaux entre Etats" entre les mots "de l'ordre public" et les mots "de la santé publique" (A/C.3/L.73 et A/C.3/L.75). Cette proposition particulière a été ultérieurement modifiée et a pris la forme d'une proposition selon laquelle l'Assemblée générale recommanderait à la Commission d'ajouter aux restrictions prévues au paragraphe 3 de l'article 14 du projet de Pacte, la sauvegarde du maintien de la paix et des rapports amicaux entre Etats (A/C.3/L.75/Rev.1). Développant sa proposition, le représentant de l'Egypte a déclaré que, puisque les mots qu'il désirait voir insérer définissaient les objectifs principaux de l'Organisation des Nations Unies, et puisqu'ils avaient été adoptés dans un texte semblable par la Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information, tenue à Genève en 1948, il ne croyait pas que l'addition qu'il suggérerait pût provoquer une objection quelconque (A/C.3/SR.302, paragraphe 8).

L'expression "ordre public"

187. Parmi les expressions portant limitation des droits reconnus par les articles 14, 15 et 16 et également par l'article 10, se trouve l'expression "ordre public". A l'article 13, le mot "ordre" figure dans une énumération de limitations apportées par la loi au droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Cette énumération est la suivante: "La sécurité, l'ordre et la santé publique, ou la morale". Il y a lieu de supposer que l'adjectif "publique" s'applique également au mot "ordre" dans cette énumération.

188. De nombreux représentants, aussi bien au Conseil qu'à l'Assemblée Générale, ont élevé des objections contre cette expression, la trouvant vague et si générale qu'elle pourrait s'appliquer à de très nombreux exemples d'intervention de l'Etat. Le représentant de la Belgique au Conseil a cité cette expression comme étant un exemple de terminologie vague dans le projet de Pacte. Il a fait observer qu'il y avait dans l'histoire bien des exemples d'abus manifestes qui ont été consacrés par l'emploi d'un tel vocabulaire et qu'en outre, il n'y avait même pas accord général sur la signification de cette expression (E/AC.7/SR.147, page 10).

189. Le représentant de l'Ethiopie à l'Assemblée générale a estimé qu'en mentionnant "l'ordre public" dans les articles 13 à 16, on permettait à un Etat quel qu'il soit, en s'appuyant sur l'article 38 du Pacte, d'accuser sans difficulté un autre Etat d'avoir, en invoquant ces restrictions, porté atteinte de façon abusive aux droits fondamentaux (A/C.3/SR.301, paragraphe 35).

190. Le représentant de la France au Conseil a estimé que seule l'adjonction des mots "dans une société démocratique" immédiatement après les mots "l'ordre public" pouvait donner assez de précision à cette dernière expression. Il a rappelé au Conseil que les mots "dans une société démocratique" qui visent à apporter une précision supplémentaire, se retrouvent à l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (E/AC.7/SR.147, page 19 et E/AC.7/SR.148, page 17). A l'Assemblée générale, le représentant de la France a rappelé qu'en plusieurs occasions (voir E/AC.7/SR.147, page 19), sa délégation avait demandé que l'on précisât cette idée de "l'ordre public" pour éviter certains abus que pourraient commettre, sous son couvert, dictateurs et apprentis dictateurs. Il a insisté à nouveau pour l'adoption de la formule "ordre public dans une société démocratique" qui consacrerait la conception démocratique qu'il importe de donner à cette notion (A/C.3/SR.290, paragraphe 29). Cette proposition du représentant de la France a été appuyée par le représentant du Salvador, qui a préconisé lui aussi l'insertion des mots "dans une société démocratique" après les mots "ordre public" dans plusieurs articles, afin d'éviter que les candidats à la dictature n'abusent des droits de l'homme (A/C.3/SR.291, paragraphe 61).

191. Quoique la délégation du Liban, malgré certaines réticences, ait accepté la réserve prévue au paragraphe 2 de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme au sujet de l'"ordre public", en estimant qu'elle était admissible dans le texte de la Déclaration, le représentant du Liban à l'Assemblée générale a estimé que cette expression ne serait pas à sa place dans le Pacte. Au Liban, la population n'admettrait jamais que le Gouvernement se retranchât derrière une réserve aussi large pour se dérober à ses obligations morales (A/C.3/SR.289, paragraphe 5).



192. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale, se référant particulièrement aux articles 14 et 15, a estimé qu'au lieu de l'expression "ordre public", il serait préférable d'utiliser l'expression "mesures nécessaires pour la prévention de l'agitation ou du crime" (A/C.3/SR.290, paragraphe 46).

193. Le représentant de la Turquie à l'Assemblée a proposé d'introduire, dans le texte du Pacte, une notion encore plus large et plus générale que celle de "l'ordre public", à savoir celle de la "création de conditions de progrès dans l'ordre social" (A/C.3/SR.291, paragraphe 73).

194. Faisant allusion plus particulièrement au paragraphe 3 de l'article 14, le représentant du Royaume-Uni au Conseil a déclaré que si l'on définit pas de façon plus précise le terme "ordre public", un Etat pourra se prévaloir de cette disposition pour refuser de reconnaître le droit à la liberté d'expression. Si l'on veut que les Etats Membres soient effectivement tenus de respecter ce droit, il est nécessaire d'insérer une autre expression telle que "mesures propres à éviter tout désordre public" ou une autre plus précise encore (E/AC.7/SR.148, page 5). A l'Assemblée générale, le représentant du Royaume-Uni a estimé que même si un dictateur venait à adhérer au Pacte, les mesures de répression dont il se rendrait coupable ne s'en trouveraient aucunement gênées, puisqu'il pourrait invoquer l'exception prévue dans l'intérêt de l'"ordre public" qui figure aux articles 13, 14, 15 et 16. C'est parce que des atrocités innombrables ont déjà été commises en vue de protéger l'Etat contre des activités subversives, sous prétexte de protéger l'ordre public, que le représentant du Royaume-Uni à la Commission des droits de l'homme s'est constamment élevé contre l'emploi de cette expression dans un tel contexte. La délégation du Royaume-Uni approuve l'exposé que le Secrétaire général a consacré au sens de l'expression "ordre public" (E/L.68, paragraphe 83). Si l'on introduit cette expression dans le Pacte pour justifier la limitation apportée à la jouissance des droits de l'homme, on pourra fort bien créer des conditions dans lesquelles se produiront des dérogations étendues aux droits accordés. Puisque la Commission des droits de l'homme elle-même a officiellement déclaré qu'à son avis l'expression "ordre public" couvrirait à la fois le droit de réglementer les moyens d'information et le droit

de contrôler l'importation des produits des services d'information (A/C.3/534, paragraphe 15), un terme susceptible d'une si large interprétation ne peut certainement pas être considéré comme suffisant pour la protection des droits de l'homme (A/C.3/SR.288, paragraphes 17 et 18).

195. Par ailleurs, le représentant du Pakistan au Conseil a déclaré qu'à son avis la difficulté qu'éprouvait le représentant du Royaume-Uni à reconnaître le caractère restrictif de l'expression "ordre public" venait de ce que, dans le Royaume-Uni, la Constitution n'est pas écrite. Il a fait observer qu'une, au moins, et sans doute davantage, des Constitutions écrites du monde comportait l'expression "ordre public" et que l'on n'avait jamais reproché à ce terme de justifier toutes mesures prises par le Gouvernement et conformes à sa politique. Selon lui, il est exact de définir la notion d'"ordre public" en se référant à ces Constitutions (E/AC.7/SR.148, p.10).

196. Le représentant de la Yougoslavie à l'Assemblée générale a partagé l'inquiétude de ceux qui craignaient que le terme "ordre public" n'eût une acception si large qu'il ne permit de camoufler nombre d'atteintes portées aux droits de l'homme et nombre de violations de ces droits. A son avis, la conception qu'a un gouvernement donné de l'"ordre public" pourrait être contraire aux idéals des Nations Unies (A/C.3/SR.291, paragraphe 22).

197. Le Secrétaire général estime que l'emploi de cette expression soulève de graves questions de fond et c'est pourquoi il croit devoir appeler l'attention de la Commission sur les considérations juridiques suivantes. En premier lieu, il convient de remarquer que l'expression anglaise "public order" n'est pas l'équivalente de l'expression française "l'ordre public" ou de l'espagnol "orden publico" dont elle diffère sensiblement quant au fond. Dans les pays de droit civil, la notion "d'ordre public" est une notion juridique de base qui sert surtout de fondement à l'interdiction ou à la limitation d'accords entre particuliers, à l'exercice des pouvoirs de police ou à l'application du droit étranger.

En droit coutumier (common law), l'équivalent de "l'ordre public" n'est pas "public order" mais plutôt "public policy". Dans les pays de droit coutumier, c'est ce concept qui est employé pour annuler ou limiter les accords contractuels entre particuliers. Contrairement à cette notion de "public policy", l'expression anglaise "public order" n'est pas un concept juridique reconnu. En anglais, cette expression dans son acception courante ne signifierait que "absence de désordre public". C'est donc une notion qui est évidemment bien éloignée du concept "d'ordre public" ou de "public policy". Le Pacte doit incontestablement comporter des notions équivalentes en anglais et en français; la question se pose donc de savoir s'il convient de garder, comme restriction à l'exercice des droits prévus aux articles 13 à 16, la notion de "l'ordre public" ou en anglais de "public policy". Le Secrétaire général estime que la question est extrêmement importante étant donné que ce concept de "l'ordre public" ou, en anglais, de la "public policy" est dans la plupart des juridictions un principe large et souple que les commentateurs juridiques ont souvent qualifié de vague et d'indéfini (Paton, jurisprudence, page 181; Rolland, Précis du droit administratif, neuvième édition, paragraphe 463; Bielsa, Derecho Administrativo, volume 4, paragraphe 707 et 708). Il est vrai qu'en ce qui concerne certaines situations, on a donné à la notion de "public policy" ou "d'ordre public" un sens technique assez bien défini, mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'une notion assez vague et assez élastique pour qu'elle puisse s'appliquer à un assez grand nombre de situations nouvelles. C'est pourquoi il n'est guère douteux que, si on l'introduit comme restriction à l'exercice des droits fondamentaux de l'homme, elle pourra fort bien servir de base à des dérogations étendues aux droits accordés. Le Secrétaire général doute que l'on ait réellement voulu introduire dans un pacte international un terme qui permettrait à un Etat contractant d'abroger des dispositions fondamentales de ce pacte en se fondant simplement sur la notion imprécise d'ordre public. C'est pourquoi le Secrétaire général estime que l'expression "l'ordre public" pourrait être supprimée. Si l'on veut introduire une restriction fondée sur la notion d'ordre public, au sens anglais courant du terme, on pourrait alors l'énoncer en termes explicites marquant qu'il s'agit de mesures propres à éviter tout désordre

public. Il n'y aurait ainsi aucune confusion possible avec la notion beaucoup plus large de "public policy" ou "d'ordre public" (E/L.68, paragraphe 83 et A/C.3/534, paragraphe 15) <sup>1)</sup>

#### Enoncé uniforme des restrictions

198. Etant donné que le paragraphe 2 de l'article 13, et les articles 14, 15 et 16 contiennent des restrictions analogues quant au fond, le Secrétaire général estime qu'il serait peut-être souhaitable que dans chacun de ces articles ces restrictions fussent énoncées d'une manière uniforme, sauf dans les cas où l'on veut marquer une différence de fond, comme dans l'article 14 où l'on trouve l'expression "ou de la réputation d'autrui" qui ne figure pas ailleurs. On pourrait constater cette différence dans l'énoncé des restrictions en comparant les textes ci-après, empruntés aux quatre articles en question :

#### Article 13, paragraphe 2

"..... subject only to such limitations as are pursuant to law and are reasonable and necessary to protect public safety, order, health or morals or fundamental rights and freedoms of others."

#### Article 14, paragraphe 3

"..... these shall be such only as are provided by law and are necessary for the protection of national security, public order, safety, health or morals, or of the rights, freedoms or reputations of others."

---

1) La Commission se souviendra certainement qu'à sa sixième session, elle a interprété officiellement le terme "public order" (ordre public) comme s'appliquant à la fois au droit d'autoriser des moyens d'information et au droit de régler l'importation des produits des services d'information (E/CN.4/SR.167, paragraphes 52 à 54).

Article 15

"..... other than those imposed in conformity with the law and which are necessary to ensure national security, public order, the protection of health and morals or the protection of the rights and freedoms of others."

Article 16, paragraphe 2

"..... other than those prescribed by law and which are necessary to ensure national security, public order, the protection of health or morals or the protection of the rights and freedoms of others."

Les textes français correspondants sont rédigés comme suit:

Article 13, paragraphe 2

"..... que des seules restrictions prévues par la loi et qui constituent des mesures raisonnables et nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publics ou de la morale ou des droits et libertés fondamentaux d'autrui."

Article 14, paragraphe 3

"..... qui devront toutefois être expressément fixées par la loi et strictement nécessaires à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé publique ou des bonnes moeurs ou des droits, des libertés ou de la réputation d'autrui."

Article 15

"..... que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui constituent des mesures nécessaires à la sécurité nationale, à l'ordre public à la protection de la santé ou de la morale ou des droits et des libertés d'autrui."

Article 16, paragraphe 2

"..... que des seules restrictions prévues par la loi et qui constituent des mesures nécessaires à la sécurité nationale, à l'ordre public, à la protection de la santé ou de la morale ou autre protection des droits et libertés d'autrui."

Sauf dans la mesure où l'on veut introduire une différence de fond, il serait bon d'établir un texte uniforme qui pourrait être rédigé de la manière suivante:

".... subject only to such limitations as are provided by law and are reasonable and necessary to ensure national security, public order,<sup>1)</sup> the protection of health and morals or the protection of the rights and freedoms of others."

Le texte français correspondant pourrait être rédigé comme suit :

".... sous réserve des seules restrictions prévues par la loi et qui constituent des mesures raisonnables et nécessaires pour la sauvegarde de la sécurité nationale et de l'ordre public<sup>1)</sup> et pour la protection de la santé et des bonnes moeurs et le respect des droits et libertés d'autrui."

Article 13, paragraphe 2<sup>2)</sup>

Modifications de forme

199. Le Secrétaire général estime que si le texte actuel de l'article 13, paragraphe 2, n'est pas remplacé par les dispositions uniformes proposées ci-dessus (paragraphe 198), on pourrait examiner les propositions suivantes concernant le texte français actuel.

- (a) Le mot "publique" pourrait être remplacé par "publics" qui s'appliquerait à la "sécurité" et à "l'ordre" aussi bien qu'à la "santé".
- (b) L'expression "de la morale" pourrait être remplacée par "des bonnes moeurs" qui figurent à l'article 14, paragraphe 2, pour traduire le même terme anglais de "morals" (E/L.68, paragraphe 86).

---

1) L'expression "public order" ("l'ordre public") a été utilisée dans le projet de texte uniforme ci-dessus parce qu'elle fait partie de la terminologie actuellement employée dans les articles 13, 14, 15 et 16. Voir paragraphe 198 ci-dessus.

2) Voir les paragraphes 179 à 198 ci-dessus pour les observations générales relatives aux restrictions énoncées dans ce paragraphe.

Article 14, paragraphe I

Portée du droit à la liberté d'opinion

200. Le représentant de l'Australie au Conseil a fait ressortir que le contenu de l'article 14 était d'un caractère prêtant à controverse, et qu'il existait à son égard des différences essentielles de points de vue qui lui paraissaient appeler une large harmonisation des différentes opinions avant que le document puisse être soumis à l'Assemblée Générale (E/AC.7/SR.147, page 13). Le représentant de l'Australie à l'Assemblée Générale a déclaré que, le libellé de l'article 14 ne donnant pas satisfaction à son gouvernement, celui-ci proposerait un nouveau texte pour cet article à la prochaine session de la Commission des Droits de l'Homme (A/C3/SR.305 paragraphe 7).

201. La représentante de la Suède à l'Assemblée Générale a fait observer que le Pacte avait pour objet de protéger les droits de l'homme non seulement contre les gouvernements, mais aussi contre d'autres individus ou contre des organisations. Ce principe est expressément reconnu dans l'article 3, mais n'est pas mentionné dans d'autres articles, comme l'article 14 auquel il devrait pourtant s'appliquer. (A/C.3/SR.300, paragraphe 6).

202. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'Assemblée générale a estimé que le droit à la liberté d'opinion et d'expression n'est pas pleinement garanti par l'article 14, qui ne comporte pas de garanties suffisantes de la part de l'Etat. La délégation de l'Union soviétique a proposé l'insertion de la phrase suivante : "Toute personne doit se voir garantir par la loi, dans l'intérêt de la démocratie, le droit d'exposer librement ses opinions, notamment le droit à la liberté de parole et de presse, ainsi que le droit d'expression ...." (A/C.3/SR.289, paragraphe 36).

203. Modifications de forme

Le Secrétaire général appelle l'attention de la Commission sur le fait que le texte anglais et le texte français du paragraphe 1 de l'article 14 sont différents. Pour les mettre en harmonie, il propose que la rédaction de ce paragraphe soit remaniée comme suit :

(texte anglais) "Everyone shall have freedom of opinion : no one shall suffer interference because of his opinions".

(texte français) "Toute personne a droit à la liberté d'opinion : nul ne peut être inquiété pour ses opinions" (E/L.68, paragraphe 88).

Article 14, paragraphe 2

204. Modifications de forme

Le Secrétaire général estime que l'on améliorerait la forme du texte français du paragraphe 2 en remplaçant les mots "écrite, imprimée ou artistique" par les mots "écrite ou imprimée, ou sous la forme artistique" (E/L.68 paragraphe 89).

205. La définition de la liberté de l'information, sous la forme que lui a donnée le Comité de l'Assemblée Générale chargé du projet de convention relatif à la liberté de l'information (Annexe au document A/AC.42/7), se trouve résumée aux paragraphes 9 et 10 du document E/CN.4/532.

Article 14, paragraphe 3<sup>1)</sup>

206. Modifications de forme

Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée Générale a suggéré de remplacer les mots "sécurité nationale" figurant au paragraphe 3 de l'article 14, par les mots "défense nationale" (A/C.3/SR.290, paragraphe 45).

207. Les restrictions prévues par la loi au droit à la liberté de l'information, dans la forme que leur a donnée le Comité de l'Assemblée Générale chargé du projet de convention relatif à la liberté de l'information (Annexe au document A/AC.42/7), sont exposées aux paragraphes 11 à 14 du document E/CN.4/532.

Article 15<sup>1)</sup>

208. Modifications de forme

Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée Générale a déclaré préférer pour l'article 15 la formule suivante :

---

<sup>1)</sup> Voir les paragraphes 179 à 198 ci-dessus pour les observations générales relatives aux restrictions énumérées dans ce paragraphe.



"Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique"; ce libellé lui paraît présenter le double avantage d'être plus énergique que le texte dont a été saisie la Troisième Commission et de cadrer avec le reste du projet de l'article (A/C.3/SR.290, paragraphe 46).

Article 16, paragraphe 1

209. Modifications de forme

Commentant le paragraphe 1 de l'article 16, le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale a déclaré préférer que l'on reprît le texte étudié par la Commission des droits de l'homme à sa cinquième session, ce qui donnerait le libellé suivant: "Toute personne a droit à la liberté d'association" (A/C.3/SR.290, paragraphe 47).

Article 16, paragraphe 2

210. Les observations présentées par les représentants au Conseil et à l'Assemblée générale, ainsi que par le Secrétaire général lui-même, au sujet des restrictions énumérées dans ce paragraphe, ont déjà été indiquées (voir ci-dessus paragraphes 179 à 198).

Article 16, paragraphe 3

Référence à la Convention de 1948 sur la liberté syndicale  
et la protection du droit syndical

211. Le représentant de la Belgique au Conseil a déclaré que la Convention de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, instrument qui se situe dans le cadre traditionnel des activités de l'Organisation internationale du travail, constitue un minimum de réglementation dans le domaine particulier du droit d'association. Toutefois, le texte du paragraphe 3 semblerait indiquer que ce minimum dépasse encore les droits garantis par le paragraphe 1, d'autant plus que les restrictions habituelles au droit d'association figurent déjà dans le paragraphe 2. Selon l'orateur, le paragraphe 3 de l'article 16 n'aurait pas dû être inclus dans la deuxième partie du projet de Pacte, puisqu'il traite de la question de la mise en oeuvre (E/AC.7/SR.148, page 9). Intervenant à nouveau dans le même débat au sein du Conseil, le représentant de la Belgique a exprimé l'avis qu'il serait préférable

de faire figurer le paragraphe 3 de l'article 16 dans la troisième partie du Pacte (E/AC.7/SR.150, page 14).

212. Le représentant de la France au Conseil a exposé que sa délégation avait jugé à propos d'ajouter le paragraphe 3 à l'article 16, et cela pour deux raisons; d'abord pour prévenir les conflits de compétence possibles et, en second lieu, parce qu'il paraissait utile de mentionner dans le Pacte le droit syndical qui est une des formes les plus caractéristiques du droit d'association (E/AC.7/SR.148, pages 17 et 18).

213. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale s'est demandé si le paragraphe 3 de l'article 16 présentait de l'intérêt, étant donné qu'il ne saurait engager les Etats non parties à la Convention de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical. Il semble inutile sinon déplacé de faire allusion dans le Pacte à un autre instrument international (A/C.3/SR.290, paragraphe 48).

#### Article 17

##### Rapport avec d'autres articles du Pacte

214. Le représentant de la Belgique au Conseil a déclaré que l'article 17, garantissant l'égalité devant la loi, semblait dépasser le cadre de l'article 1, paragraphe 1, car l'égalité devant la loi comprend notamment l'égalité en ce qui concerne les obligations découlant de la loi, en d'autres termes, l'égalité juridique, restriction non contenue dans l'article 1. D'autre part, l'article 1, paragraphe 2, semble indiquer que les droits, pour être garantis, devraient être incorporés à la loi. Ou bien l'article 1 ne fait que répéter les dispositions de l'article 17 - et dans ce cas, il est superflu - ou bien il ajoute quelque chose à ces dispositions, et alors il faudrait préciser ce qu'il y ajoute. Il semble donc nécessaire de revoir avec soin le texte des articles 1 et 17 et de définir plus précisément leur rapport (E/AC.7/SR.148, page 7). La même critique des articles 1 et 17 a également été exprimée par le représentant du Canada au Conseil. A son avis, les dispositions énoncées dans ces deux articles se rapportent à deux concepts différents; le paragraphe 1 de l'article 1 concerne l'obligation qui incombe aux Etats de faire respecter les droits définis dans le Pacte, tandis que l'article 17 porte sur la notion plus large de la protection légale, sans la limiter spécifiquement aux droits

énoncés dans le Pacte. Toutefois, la similitude d'expressions tend à masquer cette distinction et à rendre difficile de conclure si les deux articles ont ou non un sens différent (E/AC.7/SR.148, pages 14 et 15). A l'Assemblée générale, le représentant du Canada s'est référé particulièrement à l'imprécision du rapport existant entre les articles 12 et 17. Il a estimé que ces articles offraient un exemple des répétitions et du manque de cohésion qui existent dans le projet de Pacte. L'article 12 affirme que chacun a droit à la reconnaissance en tout lieu de sa personnalité juridique, notion qui n'est pas sans rapport avec la disposition de l'article 17 selon laquelle tous sont **égaux devant la loi** (A/C.3/SR.289, paragraphe 18).

#### Critères de non-discrimination

215. Le représentant du Danemark au Conseil a estimé qu'il y aurait lieu de renvoyer l'article 17 à la Commission des droits de l'homme pour nouvelle rédaction. Cet article stipule entre autres choses que: "une protection égale sera accordée à tous par la loi, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinions politiques ou de toute autre opinion d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation". Bien que cet article ne le spécifie pas expressément, le Gouvernement danois est convaincu que les mots "sans distinction" et "toute autre situation" visent le cas de membres d'une minorité nationale (E/AC.7/SR.149, page 4).

216. A propos de la déclaration du représentant du Danemark au Conseil (voir ci-dessus paragraphe 215), le Secrétaire général appelle l'attention de la Commission sur le fait que l'article 14 de la Convention sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 sous les auspices du Conseil de l'Europe, énumère parmi les raisons qui rendent toute discrimination inadmissible "les liens avec une minorité nationale".

#### Portée du droit à l'égalité devant la loi

217. Le représentant de la France au Conseil a regretté l'adoption dans l'article 17 d'un libellé ambigu qui semblerait étendre à tous les droits et à tous les cas la disposition selon laquelle la loi ne doit établir de discrimination d'aucune sorte, obligation qui, au début, ne s'appliquait qu' "à l'ensemble des droits et libertés définis dans le Pacte" (E/AC.7/SR.147, page 19).

218. Le représentant de la Pologne à l'Assemblée générale n'a pas estimé que, dans sa rédaction actuelle, l'article 17 garantissait les droits dont il traite. A son avis, cet article est vague, arbitraire et insuffisant (A/C.3/SR.290, paragraphe 5).

219. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a soutenu que l'article 17 ne garantissait pas de façon suffisante la jouissance du droit à l'égalité de tous devant la loi. Il a rappelé qu'à sa sixième session, la Commission des droits de l'homme avait décidé de supprimer un paragraphe qu'elle avait approuvé à sa cinquième session et qui disposait que: "tout individu aura le droit d'être également protégé contre toute incitation à la discrimination" (sans distinction de race, de couleur, etc.). La délégation de l'Union soviétique estime que, dans sa forme actuelle, l'article 17 n'interdit pas de façon assez explicite la propagande en faveur de la discrimination fondée sur la race ou la nationalité. Pour combler une telle lacune, le représentant de l'Union des républiques socialistes soviétiques aurait voulu y voir insérer la disposition suivante: "Toute propagande, sous quelque forme que ce soit, en faveur d'opinions fascistes ou nazies, en faveur de la discrimination fondée sur la race ou la nationalité, ainsi que toute propagande d'incitation à la haine ou au mépris est interdite par la loi" (A/C.3/SR.289, paragraphe 38).

220. Le représentant de la Nouvelle-Zélande à l'Assemblée générale (A/C.3/SR.290, paragraphe 49), et le représentant des Etats-Unis d'Amérique au Conseil (E/AC.7/SR.148, pages 18-19) ont tous deux été d'avis que les mots qui viennent après: "accordée à tous par la loi", dans l'article 17 sont non seulement inutiles, mais qu'ils rendent douteux le sens de la déclaration selon laquelle "tous sont égaux devant la loi" et "une protection égale sera accordée à tous par la loi". On a fait observer que, comme les débats de la Commission l'avaient bien montré, il était possible de considérer l'article 1 actuel comme s'opposant au maintien ou à la promulgation de lois qui établissent une discrimination entre individus pour des raisons de race, de couleur, etc. et qu'une telle disposition n'avait pas sa place à l'article 17; par conséquent, il conviendrait de supprimer tous les mots qui suivent "une protection égale sera accordée à tous par la loi".

221. Le représentant du Yémen à l'Assemblée générale a estimé que l'adoption de l'article 17 soulèverait de grandes difficultés pour les pays arabes, dont la législation est en grande partie de source religieuse. A son avis, l'article 17 ne tient pas compte des différences qui existent entre les législations des divers pays, notamment en ce qui concerne le mariage, le divorce et l'héritage. Il a fait valoir que ces différences de législations existaient ~~non~~ seulement entre pays occidentaux et pays arabes, mais aussi entre pays européens eux-mêmes (A/C.3/SR.290, paragraphe 62).

#### Article 18

##### Rapport avec les mesures de mise en oeuvre

222. Le représentant de la Belgique au Conseil a exprimé l'avis que le paragraphe 2 de l'article 18, relevant de la mise en oeuvre, c'est à tort qu'il avait été inclus dans la deuxième partie du projet de Pacte (E/AC.7/SR.148, page 9). A son avis, il serait préférable d'introduire dans la troisième partie, qui traite de la mise en oeuvre, une disposition visant à aplanir les difficultés qui pourraient surgir lorsque des Etats deviendraient parties à des conventions conclues sous les auspices d'autres organisations internationales.

##### Modifications de forme

223. Le Secrétaire général fait observer que le paragraphe 2 de l'article 18 parle de "tout Etat contractant", alors qu'en d'autres parties du projet de Pacte, c'est l'expression "haute partie contractante" qui est utilisée. En vue d'unifier la terminologie, peut-être serait-il opportun de remplacer les mots "tout Etat contractant" par les mots "chacune des hautes parties contractantes" (E/L.68, paragraphe 98).